PARTI SOCIALISTE
Conseil national du samedi 27 novembre 1999

Sommaire

Le président (Claude Estier) 1
Pierre Guidoni 1
Sylvie Guillaume 5
Jean Mallot 8
Jean-Pierre Bel 11
Alain Claeys 14
Gilles Savary 19
Bernard Soulage 22
Emmanuel Robert 25
Louis Mermaz 29
Denise Cacheux 33
Vincent Assante 35
François Hollande 38

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Chers camarades, nous allons commencer, parce que nous avons quand même un ordre du jour chargé et il faut que nous terminions à 13 heures.
Nous avons, à l'ordre du jour de ce matin, trois rapports :
- l'un sur l'Internationale Socialiste, qui va être présenté par Pierre Guidoni, ainsi que par Sylvie Guillaume sur l'Internationale Socialiste des Femmes ;
- ensuite, un rapport sur la préparation des élections municipales, par Jean-Pierre Bel ;
- enfin, le rapport sur le lancement de la Convention nationale "Territoire et Citoyens" que fera Alain Claeys.
Pour ne pas avoir les trois rapports à la file, je pense qu'après chaque rapport ceux qui veulent intervenir sur le sujet du rapport pourront le faire et, ensuite, nous passerons au rapport suivant.
D'accord comme cela ?
Je donne tout de suite la parole à Pierre Guidoni pour le rapport sur l'Internationale Socialiste.

Pierre Guidoni

Chers camarades, il n'est pas habituel que l'on rapporte devant le Conseil national les activités internationales du Parti et les différents Congrès auxquels nous participons. Là, nous sommes naturellement dans un cas tout à fait

Fondation Jean-Jaurès

particulier puisque le XXIème Congrès de l'Internationale Socialiste s'est réuni à Paris, que nous étions le parti hôte et que son retentissement dans les médias, dans l'opinion publique française, a été, comme vous avez pu le constater, considérable.
C'était le dernier Congrès du millénaire, ce qui n'a pas beaucoup de signification autre que symbolique, mais c'était surtout le dernier Congrès présidé par Pierre Mauroy.
Pierre Mauroy était président de l'Internationale Socialiste depuis sept ans, il a effectué un travail tout à fait déterminé, passionné, qui a permis non seulement d'étendre géographiquement et politiquement l'Internationale Socialiste, d'y faire entrer de très nombreux nouveaux membres, mais aussi de consolider cette organisation, d'accroître son efficacité et son rayonnement.
Le Congrès de l'IS tout entier lui a rendu hommage ; nous l'avons fait également à l'occasion des réunions du Bureau national du Parti qui ont suivi immédiatement le Congrès. Je voulais le faire aujourd'hui devant le Conseil national en votre nom à tous.
Merci, Pierre, pour tout le travail accompli au service du socialisme international. C'était aussi, et chacun l'avait bien entendu ainsi, une nouvelle façon pour toi de servir notre Parti.
(Applaudissements)
Ce XXIème Congrès de l'Internationale Socialiste a été une réussite, une réussite organisationnelle, je crois (j'y reviendrai en conclusion), et une réussite politique.
Cette réussite politique n'allait pas de soi.
Il y a débat dans le Mouvement Socialiste international. Il y a discussion parmi les Socialistes, les sociaux-démocrates, les travaillistes... La seule énumération de nos différentes appellations suffit à montrer que, si les principes et les valeurs sont communs, la manière d'envisager les choses, les tactiques, les stratégies, les politiques réellement menées par les différents gouvernements sont souvent séparées par plus que des nuances et nous avions, depuis quelques mois, dans la période qui a précédé le Congrès de l'Internationale Socialiste, une offensive - de nos amis britanniques notamment - autour de la notion de "troisième voie" qui visait non seulement à présenter comme obsolète l'Internationale Socialiste elle-même (qu'il aurait fallu remplacer par je ne sais quelle organisation de centre-gauche à l'échelle mondiale) mais aussi à remettre en cause beaucoup des idées auxquelles nous sommes légitimement attachés.
Il fallait donc que ce débat ait lieu et qu'il soit tranché.
Il a eu lieu et il a eu lieu à l'Internationale Socialiste et pas ailleurs. Il a eu lieu dans le cadre de notre organisation mondiale et c'est là que les différents points de vue ont pu s'exprimer, mais c'est là aussi qu'ils ont été confrontés et arbitrés.
Et il a eu lieu autour d'une question qui était celle de l'avenir du socialisme démocratique. Quelle que soit la traduction de cette expression ou de ce mot dans les différentes langues, c'est bien sur cette question que s'est centrée la

Fondation Jean Jaurès

discussion et pas sur l'invention de je ne sais quelle troisième, quatrième, cinquième ou sixième voie. C'est de l'avenir de ce qui nous est commun que nous avons parlé.
Nous avions préparé cette discussion par le dépôt d'un texte qui engageait le Parti français devant ses partenaires et qui résumait l'ensemble de nos opinions sur l'évolution qui s'est produite au cours de ces dernières années, sur les nouvelles pistes qu'il convient d'ouvrir pour répondre aux défis du siècle qui vient.
C'est ce texte qui a finalement permis, confronté avec d'autres, avec, bien sûr, le Manifeste déposé par Tony Blair et Gerhard Schröder, avec un texte italien, un texte espagnol préparé par Felipe Gonzalez, que se réalise une synthèse : la Déclaration de Paris, qui est à votre disposition, que je ne saurais trop vous conseiller de lire avec la plus grande attention et qui, me semble-t-il, marque un pas en avant de tout le Mouvement Socialiste international, marque un progrès de notre réflexion collective et de la qualité de nos propositions politiques.
Le Congrès lui-même a été marqué par une nouvelle vague d'élargissement. De nouveaux partis nous ont rejoints ou ont changé de statut pour être associés plus étroitement aux travaux de l'Internationale. Le Congrès a vu l'adhésion de 13 nouveaux partis, dont plusieurs partis africains engagés dans de dures luttes pour la démocratie dans leur pays, et la promotion à un statut supérieur de 14 autres partis.
Bien sûr, une des adhésions les plus remarquées a été celle de l'ANC d'Afrique du Sud. Après son long combat contre l'apartheid, après avoir été très liée à d'autres enceintes idéologiques assez différentes des nôtres, c'est finalement dans l'Internationale Socialiste que l'ANC a trouvé la concrétisation de ses espoirs et de ses souhaits.
Beaucoup de personnalités se sont exprimées : 15 Premiers ministres, dont 10 de l'Union européenne, 3 Africains, 1 de l'Europe de l'Est et 1 du Proche-Orient. Ont parlé à la tribune d'anciens Chefs d'Etats et de gouvernements, des Prix Nobel... Bref, l'Internationale Socialiste est aujourd'hui le grand forum où se retrouvent tous les hommes de progrès, où se retrouvent tous ceux qui souhaitent, comme le disait le slogan du Congrès, "un monde plus juste et une société plus humaine".
Notre Parti s'est mobilisé, je voulais le dire à cette tribune, de manière tout à fait exemplaire pour assurer le succès de ce Congrès et pour en faire une réussite.
Je voudrais, bien entendu, faire allusion au travail accompli par l'ensemble des camarades de l'organisation, du Parti, qui ont assuré des tâches souvent extrêmement difficiles mais qui ont été remplies de façon tout à fait remarquable. Je voudrais rendre hommage notamment à notre Secrétaire général, Loïc Rousseau. Nous n'aurions pas pu réussir sans la mobilisation sans faille des permanents du Parti (Alain Claeys y a veillé) et de nombreux secteurs du Parti ont été associés à ce travail ; je ne vous les citerai pas tous pour ne pas faire trop de jaloux. Je voudrais simplement faire une allusion à tous ceux qui,

simples militants, membres de sections, de Paris ou de la région parisienne, parfois venant de beaucoup plus loin, se sont portés volontaires pour assurer les tâches tout à fait quotidiennes d'organisation du Congrès, sans lesquels celui-ci n'aurait pas pu se dérouler aussi efficacement que cela a été le cas.
Cela a été une affaire plus longue qu'il n'y paraît : 10 jours dans une salle du CNIT à la Défense... Je crois que tous ces bénévoles, ceux qui sont venus des fédérations du Parti, ceux du secteur international, ceux de l'organisation de la rue de Solferino, et bien entendu tous ceux qui déjà autour de Pierre Mauroy travaillent à faire vivre l'Internationale Socialiste et à assurer sa liaison avec nous, tous méritent d'être très chaleureusement remerciés.
Mes chers camarades, je le disais en commençant, nous n'avons pas l'habitude de consacrer beaucoup de temps dans nos réunions de Conseil national à des sujets comme celui-là.
Pensez simplement à une chose, c'est que Lionel Jospin n'aurait pas pu parler comme il l'a fait, avec simplicité mais autorité, dans le Séminaire qui s'est réuni quelques jours plus tard à Florence, si le Congrès de l'Internationale Socialiste n'avait pas été une réussite. Pensez que notre expérience politique, gouvernementale, que l'expérience même de la majorité plurielle, n'intéresse pas seulement nos concitoyens ou ne nous intéresse pas seulement nous-mêmes, mais a un très grand rayonnement au-delà de nos frontières. Et pensez que le travail de réflexion du Parti, de proposition politique, de rénovation de nos bases théoriques et idéologiques, n'intéresse pas seulement nos Fédérations, nos sections, nos militants, mais intéresse dans le monde entier beaucoup de partis, d'organisations, de cadres politiques, de gouvernements qui suivent avec beaucoup d'intérêt ce que nous faisons et ce que nous disons.
C'est pour nous une grande responsabilité. C'est, je crois, la raison pour laquelle nous devons essayer de garder présent à l'esprit le rôle que notre Parti joue dans l'Internationale Socialiste, dans le mouvement social des forces de progrès. C'est naturellement pour notre Parti une responsabilité supplémentaire.
Comme vous le savez sans doute, mes chers camarades, le gouvernement m'a confié auprès du Premier ministre des tâches nouvelles que je vais essayer d'assurer de mon mieux.
Henri Nallet, avec qui je travaillais déjà depuis 1995, Régis Passerieux, qui vient de rejoindre l'équipe du secteur international, vont très simplement et très naturellement prendre le relais.
J'ai souvent, dans les Conseils nationaux, dans les bureaux nationaux, dans les congrès du Parti, eu l'occasion d'évoquer avec vous ces sujets de politique internationale. Je vais pouvoir, au bureau national ou dans un conseil national comme celui-ci, enfin vous parler, s'il le souhaite, de politique intérieure. Croyez que j'en serai tout à fait heureux, et dans une certaine mesure soulagé. Mais croyez aussi que je garderai beaucoup de reconnaissance de la manière dont vous avez bien voulu écouter et suivre ce que je vous disais sur les affaires du monde.

Collection Jean Jaurès

Merci à tous.
(Applaudissements)

Le président - Merci Pierre. Nous te suivrons de la même manière dans tes nouvelles fonctions, sois tranquille !
Je donne la parole à Sylvie Guillaume pour nous parler de l'Internationale Socialiste des Femmes. Ensuite, ceux qui souhaitent intervenir peuvent me transmettre leur nom. J'ai déjà la demande de parole de Jean Mallot.

Sylvie Guillaume

Je vous prie de bien vouloir excuser notre retard de cette journée, nous faisons de notre mieux, mais le TGV était en retard.
J'en profite pour commencer par des remerciements, m'associant à ce qu'a dit tout à l'heure Pierre sur l'engagement des militants et des permanents de Solferino à l'occasion des deux congrès. Cela a été vraiment une bonne dizaine de jours, et même un peu plus, de présence au CNIT, extrêmement passionnée et déterminée de la part de ce petit monde. C'était très important de pouvoir compter sur eux, et je les en remercie.
Le Congrès de l'Internationale Socialiste des Femmes :
Bien sûr, il a eu, et loin s'en fait, un retentissement bien différent de celui du Congrès de l'Internationale Socialiste tout court, mais il a bel et bien eu lieu pendant trois jours à Paris.
Vous êtes sans doute un certain nombre à ne pas bien connaître cette organisation car on en parle assez peu dans les médias. C'est d'ailleurs une des critiques que l'on peut faire à son égard.
Un peu plus de 200 déléguées se sont déplacées à Paris pour participer au Congrès des femmes Socialistes, travaillistes, et social-démocrates. Elles étaient présentes pour dialoguer sur les perspectives de leur organisation internationale Socialiste des femmes à l'aube du troisième millénaire.
Comme dans tout Congrès, nous avons eu l'occasion d'échanger nos impressions et nos idées, d'élaborer un texte de contribution qui a été porté à la connaissance et au débat du Congrès de l'IS.
L'ISF a travaillé sur ces perspectives et pourra tout à fait décemment être auditionnée en juin 2000 par l'ONU pour tenter d'apporter sa vision du mouvement Socialiste dans ce bilan qui sera fait, de 5 années de travail, d'avancées sur 12 domaines prioritaires concernant les femmes, 12 domaines d'actions prioritaires, qui ont été stigmatisées il y a 5 ans à Pékin.
Cette réunion du Congrès de l'Internationale Socialiste des Femmes a également permis de mettre en commun des expériences qui sont menées partout en faveur d'une meilleure implantation des femmes dans les échelons économiques, professionnels, sociaux et politiques, dans les différentes régions du monde.
En effet, il n'échappera à personne, mais c'est valable pour l'IS aussi, que quand on parle de santé, quand on parle d'emplois, quand on parle d'accès à

Fondation Jean Jaurès

l'Education, quand on parle de développement durable, il est clair que cela revêt des réalités extrêmement différentes selon qu'on est Rwandaises, Norvégiennes, Afghanes, ou Philippines.
Ce n'est pas la moindre des difficultés qui existent dans l'organisation des femmes que d'arriver à défendre une position qui soit la plus commune et la plus partagée possible, mais en même temps c'est une formidable gageure pour le Socialiste démocratique et l'occasion surtout pour les Européennes de conserver un peu les pieds sur terre, quand on parle d'emploi, quand on parle des 35 heures et qu'en parallèle certaines de nos camarades du bout du monde nous disent que l'emploi est informel, il n'est pas connu, il n'est pas identifié, il n'est pas payé, il ne fait pas bien évidemment l'objet d'un contrat de travail. Nous avons raison de défendre les 35 heures, mais cela nous permet de redescendre de temps en temps sur des réalités concrètes. Dans ce cadre-là, avec des réalités différentes, il faut trouver des solutions aux problèmes quotidiens des femmes.
Parmi les autres thèmes du Congrès abordés par l'ISF, je voudrais citer l'examen des moyens pour tenter de venir à bout des discriminations.
Pour faire court, je dirai que ce que veulent exprimer les femmes au sein de l'Internationale Socialiste des Femmes, c'est de dire que si le néolibéralisme comporte des effets extrêmement négatifs sur les conditions de vie et sur les droits de citoyens en général, ce qui me semble juste, ces effets sont encore plus néfastes pour ce qui concerne les femmes dans beaucoup de pays parce qu'elles sont à la fois dans beaucoup de régions en raison des conditions économiques, en raison de l'histoire, des coutumes parfois ou des fondamentalismes, encore plus que les hommes, touchées par les exclusions quand elles ne sont pas tout bonnement des citoyens de seconde zone.
Sincèrement, sur ce thème de réflexion, les ébauches de solutions n'ont pas un intérêt mineur au moment où, comme le disait Pierre à l'instant, en reprenant le slogan du Congrès de l'IS, "l'Internationale Socialiste s'interroge sur un monde plus juste et une société plus humaine", la dimension féminine fait partie de ces deux morceaux de phrase.
Il y a quand même une insatisfaction dans le traitement réservé au débat des femmes dans le cadre d'un Congrès de l'IS, et je souhaite introduire pour ma part une nuance : s'il y a une insatisfaction dans la prise en compte du Congrès des "femmes" par le Congrès des "hommes", je crois que cette responsabilité est tout à fait partagée.
D'un côté, comme je le dis dans le bilan écrit que je vous ai fourni, il faut reconnaître que dans le discours, la plupart des leaders internationaux ont changé, ils sont assez peu maintenant à faire l'économie de références féministes ou à la place des femmes. On se demande s'ils pouvaient vraiment faire autrement, mais il n'empêche que ce discours existe, il intègre un certain nombre de dimensions.
Cela n'empêche pas que les actes sont encore un peu en décalage ou trop timides. Je n'insiste pas, mais c'est peut-être là où il y a un retard sur la prise en

compte de cette dimension féminine et dans l'association des femmes à la prise de décision de cette organisation internationale.
C'est pourquoi il faut aussi citer ce qui est de l'ordre du symbole qui s'est appuyé sur du symbole, et je me félicite que l'IS, à l'initiative de Pierre Mauroy en donnant le relais à Antonio Guterres, ait décidé de nommer ex abrupto et ex oficio, comme vous le dites, des femmes dans l'exécutif de l'IS.
Elles ne sont pas des leaders nationaux, ce qui est généralement ce qui compose l'exécutif de l'IS, mais elles y sont bien nommées comme femmes pouvant participer à tous les débats. Je crois que c'est une excellente chose, c'est une ouverture très nette. Il faut la souligner et il faut surtout que lesdites femmes saisissent l'opportunité pour s'inscrire dans les débats.
Cela m'entraîne sur l'autre partie, la responsabilité que je citais tout à l'heure, cette sorte d'invisibilité de l'ISF : si l'ISF est quelquefois invisible, c'est aussi de sa faute.
L'Internationale Socialiste des Femmes est une organisation invisible qui porte beaucoup la responsabilité de cette invisibilité.
Il y a des avancées de l'IS, mais l'organisation internationale des femmes ne prend pas encore la mesure des enjeux politiques, et elle doit le faire si elle veut à l'avenir prétendre avoir plus de poids dans le réseau Socialiste international.
C'est le sens de ce que le Parti Socialiste français souhaitait donner dans sa contribution au congrès de l'ISF.
Bon travail de l'ISF sur les données économiques et sociales, mais il y a encore une absence extrêmement nette sur les aspects strictement politiques.
Par exemple, elle n'a absolument pas engagé l'ombre d'un débat sur la modernisation de la sociale-démocratie. L'ISF a été complètement muette sur les alternatives au sein même du Socialiste démocratique, pas de débat sur ce sujet.
Bien sûr, elle considère que son but principal est l'élimination des inégalités entre les hommes et les femmes, c'est nécessaire, mais cela n'en demeure pas moins extrêmement restrictif si elle n'intègre pas cette dimension vraiment idéologique et vraiment politique, qui risquerait à terme, si on ne change pas, de faire se demander si cette Internationale Socialiste des femmes est vraiment différente d'une organisation internationale tout court si elle existait.
Il faut dépasser cette posture défensive à l'égard de l'organisation des hommes qui est souvent un punching-ball bien commode.
L'ISF a aussi des insuffisances structurelles, mais il faut travailler pour que cela s'arrange.
J'en termine en disant qu'il faut donc, de notre point de vue, que l'ISF se fixe des stratégies précises sur ses missions, sur son fonctionnement, sur sa représentativité, ses relations avec l'organisation partenaire. Je crois que c'est ainsi qu'elle intégrera vraiment une dimension tout à fait nouvelle.
Des propositions ont été faites par la nouvelle présidente, une Socialiste espagnole. C'est un bon début. Reste que les actes, là aussi, dans le cadre de

cette organisation de femmes, doivent suivre. Ce sera peut-être l'objet d'une intervention du Conseil national. J'ai cru comprendre, comme le disait Pierre, que les Socialistes français avaient un intérêt exponentiel sur les débats internationaux maintenant ; j'espère que ce sera aussi vrai pour les débats de l'Internationale féminine.
(Applaudissements)

Le président - Merci Sylvie Guillaume.
Sur ces deux rapports, j'ai une demande de parole de Jean Mallot. Y a-t-il d'autres camarades qui souhaitent intervenir sur ce sujet ?
Je donne la parole à Jean Mallot.

Jean Mallot

Bonjour ! Je reste un petit intervenant sur ce sujet important. Quelques mots, quelques commentaires sur ce congrès.
Je voudrais tout d'abord m'associer à l'hommage rendu à Pierre Mauroy pour son action à la tête de l'ISF dans une époque qui n'était pas simple. Quand cela marche, on ne s'en rend pas compte. Ce qu'il a fait n'était pas gagné d'avance, à une époque où il fallait assumer le passage après la chute du Mur et l'élargissement vers le Sud, cela paraît évident maintenant que c'est fait, il l'a fait, lui, c'est bien !
Je voudrais simplement non pas m'appesantir sur ce débat entre 3ème voie et Socialisme à la française, mais dire un mot là-dessus quand même.
Pierre y a fait allusion, on a tous remarqué que Tony Blair s'était beaucoup employé à réduire les différences dans la présentation qu'il faisait des choses entre lui même et Lionel Jospin.
Il a essayé de mettre un peu non pas de l'eau dans son vin, mais personne n'a prononcé la fameuse formule, me semble-t-il : la flexibilité des marchés est un des objectifs de la Social-Démocratie moderne. Il n'y a pas eu de provocation à cet égard.
C'est vrai que nous avions fait, Parti Socialiste français, une contribution importante et qu'elle a été prise en compte mais c'est vrai aussi, quand on lit la déclaration de Paris, qu'elle apparaît comme un moindre mal et comme quelque chose dont le relais n'est pas marqué autant qu'on le souhaiterait.
Mon sentiment est que Blair, Schröder et ceux qui ne sont pas isolés, ceux qui sont les tenants de la troisième voie ont plutôt fait le dos rond, laissé passer l'orage et, finalement, on se rend compte, quand on lit ce qu'ils disent et écrivent depuis lors, notamment l'interview de Schröder dans Le Monde il y a quelques jours :
"Je ne crois plus souhaitable de croire à une société sans inégalité qui développe l'équation égalité des chances + marché = social-démocratie moderne." Ce n'est pas vraiment la ligne politique volontariste qui est la nôtre mais je n'en dis pas plus.

Fondation Jean-Jaurès

Pour conclure, je crois que le congrès de l'IS a surtout marqué une forme de coup d'arrête à la montée en puissance de ce que l'on appelle la troisième voie au sein des Socialistes au plan mondial mais que cela s'est plutôt soldé par un match nul. C'est maintenant que le débat commence et peu se dérouler sur des bases un peu plus claires, notamment, j'y viens dans la suite de mon propos, ce débat nous devons le porter au sein du PSE en particulier.

Avant de continuer sur ce point, je voudrais faire une autre remarque qui n'a pas été beaucoup développée dans la presse à propos du congrès de l'IS : le débat Nord/Sud.

On a vu plusieurs délégués de pays en développement monter à la tribune, s'excusant presque de le faire, de s'immiscer dans un débat dont ils ne percevaient peut-être pas complètement la portée ou faisaient mine de ne pas la percevoir : la Bolivie, le Mali, l'Argentine.

Ils nous ont signifié un certain nombre de choses simples que nous devrions garder à l'esprit.

D'abord, ont-ils dit : "vos politiques "protectionnistes", notamment votre politique agricole commune, votre volonté d'imposer des normes sociales dans l'ensemble des pays du monde, ce sont des instruments de domination du Nord sur le Sud." On peut en débattre, ce n'est peut -être pas complètement un argument à laisser de côté.

Le représentant du Mali, montant à la tribune, nous a dit : "vous êtes très contents d'avoir, vous, Européens, 11 gouvernements gouvernés par les Socialistes sur 15, et même 13 si vous ajoutez la coalition. Pour nous, Africains, cela n'a rien changé ; la politique de l'Europe à l'égard de l'Afrique est quand même toujours la même".

Il faudrait qu'on approfondisse, nos réflexions sur ce sujet et qu'on affine un peu nos positions, nous Parti Socialiste d'une part, et P.S.E. d'autre part, dans la perspective du Sommet Europe/Afrique notamment qui doit se tenir en juin 2000 ; il faudra bien qu'on ait des choses à dire sur ce sujet.

Sans attendre, je crois qu'il faudra qu'on assume cette contradiction qui est la nôtre de vouloir imposer à l'OMC des normes sociales et, au niveau de l'union européenne, être incapables de se mettre d'accord sur des normes sociales minimum entre les 15 pays de l'union ; c'est ainsi que les choses se passent.

Qu'allons-nous dire au Sommet social de Lisbonne en mars prochain sous présidence portugaise, si j'ai bien compris, qui s'est fixé pour objectif la croissance et l'emploi et on ne peut qu'être d'accord. Mais ce sommet social, il faudra bien le préparer. Va-t-on associer à cette préparation les syndicats ? Est-ce qu'on va considérer que ce sommet social est en quelque sorte une des formes, un des avatars de ce que nous avions souhaité, la fameuse conférence économique et sociale annuelle qui devait réunir le Conseil européen, la Commission, la Banque centrale européenne et les partenaires sociaux ?

Fondation Jean-Jaurès

En effet, ce qui me frappe, camarades, c'est notre capacité à avoir des débats, à organiser des conventions et à classer finalement les dossiers dans les étagères, en attendant la prochaine convention.
Je me permets de rappeler qu'au moment de la convention Europe, non seulement nous avions massivement voté pour cette conférence économique et sociale dont je disais un mot à l'instant, mais voté d'autres dispositions. Nous étions censés mettre en chantier le fameux texte d'un Traité social ; au sein du PSE, cela nous serait bien utile dans la perspective du sommet de Lisbonne.
Nous avions aussi, et peut-être y-a-t-il eu une suite mais je n'en suis pas certain, décidé de mettre en chantier la rédaction d'un projet de constitution européenne. Cela nous serait bien utile dans la perspective de la prochaine Conférence intergouvernementale.
Deux observations pour ne pas être trop long : la première pour dire qu'à l'époque, on nous disait que nos partenaires n'étaient pas mûrs pour ces réflexions-là. Peut-être. Vous lisez la presse comme moi et vous avez vu que le Président de la République allemande a signé, dans la presse de l'après-midi, comme on dit, un article qui posait la question de savoir s'il fallait une constitution fédérale pour l'Europe.
Ce n'est pas un universitaire inconnu, c'est le Président de la République allemande. Pas de réactions. En plus, il est SPD, on ne peut pas qualifier ses propos "d'après boire" comme on qualifiait les nôtres il y a quelques années.
Deuxième élément : la monnaie unique, c'est dans deux ans. J'ai entendu, il y a quelques jours dans l'une de nos belles commissions de réflexion à Solférino cette interrogation : comment assumer les conséquences institutionnelles du passage à la monnaie unique ? Bonne question. Il va bien falloir qu'on la traite.
En conclusion, mes camarades, qui recoupe tout ce que j'ai dit de façon rapide, l'élargissement de l'Union européenne devant nous va probablement nous amener à une forme de crise. On entend cela ici ou là. C'est bien ou pas, je n'en sais rien, il faut s'y préparer.
En effet, les Traités européens, que ce soit traité social, constitution ou ce qui sortira de la Conférence inter-gouvernementale, sont des textes ou des dispositions qui seront négociés entre états et gouvernements. On est bien d'accord. C'est quand même à nous, partis politiques, de faire en sorte que les idées avancent, que la maturation se fasse dans l'opinion publique. C'est notre boulot de le faire. Commençons ce que nous avons dit que nous ferions, cela ne serait pas mal, et puis mobilisons-nous.
En conclusion, soyons cohérents ; ne nous en remettons pas au marché de la pensée ; soyons volontaristes dans ce domaine également.

Le président - Nous en avons terminé avec ce premier rapport.
Je passe sur le second, la préparation des élections municipales la parole à Jean-Pierre Bel.

Jean-Pierre Bel

Chers camarades, ce matin à nouveau devant vous je voudrais faire état de l'avancée des discussions avec nos partenaires et vous donner mon sentiment sur les perspectives d'aboutissement de ces discussions.

La tonalité générale, même si, on la vu chez les Verts, il y a débat, est de s'inscrire au plus vite dans le cadre d'un accord de la Gauche plurielle pour les municipales, dès le premier tour, mouvement facilité par le fait que les élections municipales sont des élections particulières qui supposent l'affichage d'une équipe bien avant d'éventuelles tractations entre deux tours.

Personne, aujourd'hui, n'a vraiment envie de faire groupe seul. L'idée de la Gauche plurielle, malgré les turbulences que nous avons affrontées, a pris du corps, de la crédibilité parce qu'elle s'impose maintenant à tous, mais aussi peut-être parce que vouloir diriger une commune, cela suppose une capacité de rassembler peu compatible avec la stratégie du cavalier seul, avec le sectarisme ou l'hégémonisme.

Ce qui est bon pour nos partenaires est aussi bon pour nous. Chez nous, chers camarades, je n'ai pas rencontré de Socialistes qui s'affirment hostiles au rassemblement de la Gauche plurielle.

Par contre, j'en ai rencontré quelques -uns - et je dis quelques-uns pour rester optimiste au moment où je parle - qui nous objectent soit des considérations locales ou particulières, soit un rapport de forces tellement favorable au Parti Socialiste que nous serions fous de nous intéresser aux autres, soit même que les partenaires en question soient des partenaires virtuels et qu'en tout cas chez eux ils n'existent pas.

Alors oui, il est vrai que l'idée généreuse et générale de la Gauche plurielle peut se heurter dans son application au principe de réelles difficultés pouvant venir de nous ou de nos partenaires.

Pour que les choses soient claires, et m'adressant à des responsables de mon parti, notamment aux premiers secrétaires fédéraux avec lesquels nous allons reprendre la discussion après cette réunion, je veux au nom de la direction dire ceci :

Si vous ne voulez pas avoir à subir telle ou telle recommandation trop brutale venue du national, réalisez des accords vous-mêmes, rencontrez les représentants locaux du PRG, du MDC, des Verts, du parti communiste et le plus vite possible, passez des accords départementaux.

Cela peut faire sourire mais je pense que cela a une certaine réalité. Passez des accords départementaux. Plus il y aura d'accords départementaux, plus l'accord national sera facile à réaliser.

Si vous ne donnez pas signe de vie, s'il n'émane de vous aucune proposition conforme à notre orientation générale, la direction nationale prendra la responsabilité qui est la sienne de faire appliquer la stratégie sur laquelle elle a été mandatée.

Fondation Jean Jaurès

Depuis plusieurs semaines, nous faisons, Secrétariat aux élections, Secrétariat aux fédérations, Secrétariat aux Relations extérieures, premier Secrétariat, un travail opiniâtre, un travail de fourmi pour créer les conditions d'un accord général.
Je veux saluer le travail conduit par Jean-Christophe Cambadélis qui nous permet aujourd'hui de pouvoir aborder dans les meilleures conditions les discussions avec nos partenaires.
Vous me permettrez aussi de profiter de ce moment pour saluer et remercier la petite équipe qui ne ménage ni sa peine ni son temps pour tisser lentement la toile qui, je l'espère, nous permettra de déboucher sur le plein succès. Merci donc à François Rebsamen, à Philippe Bassinet, à Stéphane Le Foll, qui, plus que moi, sont toujours disponibles pour les rencontres innombrables et les réunions, sans lesquels rien ne serait possible. Merci aussi aux membres de la Commission électorale qui contribuent à faire avancer ces accords.
Le cadre général, je le rappelle pour la forme :
Aux Municipales, nous souhaitons des listes rassemblant l'ensemble de la majorité plurielle dans toutes les villes. Le principe est la reconduction de l'étiquette du sortant. François Hollande lui-même a d'emblée fixé ce cap.
Pour les cantonales, nous voulons prendre notre part dans la reconquête des départements, favoriser les candidatures communes chaque fois qu'elles s'imposent, permettre sur ce scrutin plus particulièrement bien sûr une meilleure représentation des femmes, mieux assurer la représentation de nos partenaires dans les conseils généraux.
Si vraiment nous sommes d'accord pour mutualiser les gains éventuels, il nous faut admettre alors que nous devons laisser la place aux autres, pas seulement sur les terres de mission, et c'est vrai que cela se fera souvent dans des villes ou cantons où le rapport de force pourtant est clairement en notre faveur.
J'en viens maintenant à nos contacts avec les partenaires, tous rencontrés à plusieurs reprises depuis la rentrée.
Nous souhaitons d'abord conclure avec ceux qui ont participé avec nous à la campagne pour les élections européennes:
Le Parti radical de gauche. Nous avons enregistré ses demandes concernant les élections municipales ; elles ont été transmises aux fédérations. Pour les élections cantonales, les dirigeants de ce parti ont souhaité procéder d'abord à un tour de piste des départements auprès de leurs propres amis et même si certaines de leurs revendications nouvelles sont parfois étonnantes et peu réalistes, nous espérons être en mesure de signer un accord avant la fin de l'année.
Le Mouvement des Citoyens : là aussi, faut-il le rappeler, nous nous sommes engagés à soutenir les conseillers généraux sortants MDC. Même si nous savons que cela ne va pas de soi, il faut pouvoir, dans certains cas, surmonter les rancœurs nées de la division il y a quelques années.

Mes chers camarades, permettez-moi de vous le dire, gardons-nous de tout complexe de supériorité à l'égard de partenaires moins puissants que nous. L'expérience récente de l'élection cantonale partielle de Verdun où nos responsables locaux ont cru pouvoir rejeter la règle des sortants face à la candidate MDC pour voir finalement celle-ci arriver en tête en premier tour et gagner au deuxième, est édifiante.
Les Socialistes, eux, n'ont rien gagné à cette aventure, même si le fait que la Direction nationale a su prendre ses responsabilités a, je le crois, préservé l'avenir.
Nous avons donc la liste enregistrée des demandes du MDC pour les municipales et pour les cantonales. Il y a des points de fixation mais nous espérons conclure avant la Noël.
Nos autres partenaires, le Parti Communiste, fidèle à sa position traditionnelle le Parti Communiste, lui, souhaite que chacun présente ses candidats au premier tour des élections cantonales et que le désistement républicain s'opère au second tour. Les exceptions sont envisageables là où il risque de ne pas y avoir de candidat de gauche au deuxième tour. Pour les élections municipales, outre la revendication des soutiens pour les sortants communistes, leur demande porte sur les villes perdues par une municipalité d'union de la Gauche à direction communiste en 1989 ou 1995.
Là aussi, toutes les fédérations ont été avisées. Nous nous sommes par ailleurs engagés à œuvrer pour que des candidats communistes soient présents en position éligible dans les municipalités Socialistes dont ils étaient jusqu'à présent exclus. C'est évident que la réciproque s'appliquera et cela est parfois une vraie nouveauté.
Avec les communistes, nous espérons pouvoir conclure au début de l'année 2.000, en tout cas je vous rassure avant les votes de désignation des premiers des Socialistes.
En ce qui concerne les Verts, après leur convention nationale récente, leur position, vous le savez, n'est toujours pas arrêtée en ce qui concerne les municipales. Exprimées tour à tour par Dominique Voynet et Daniel Cohn-Bendit, il y a clairement deux stratégies qui s'expriment. Les Verts sont partagés entre leur volonté de capitaliser leurs bons résultats des Européennes pour fidéliser leur électorat et leur volonté d'étendre leur ancrage sur le terrain par une implantation municipale.
En attendant, nos discussions se poursuivent tant sur les candidatures communes aux cantonales que sur des listes d'union avec des têtes de liste Vert. Pour que la balance soit vraiment équilibrée, ils revendiquent cette position dans quelques villes de plus de 10 000 (?) habitants et sont en attente de propositions dans les départements. Ils admettent l'idée que notre soutien dans certains cantons puisse parachever un accord départemental. Sur ce point, Philippe Bassinet s'est clairement exprimé lors de leur convention nationale du 14 novembre dernier, en indiquant qu'il devra y avoir une cohérence départementale, c'est-à-dire que si

Fondation Jean Jaurès

nous soutenons des candidats Verts aux cantonales, cela vaudra réciprocité dans les autres cantons ainsi d'ailleurs que pour les municipales ou si un Vert conduit une liste eh bien dans les autres villes les Verts intègrent celle de la majorité plurielle.
Si nous avons consulté nos fédérations sur les demandes déjà exprimées, il nous faut bien reconnaître que nous ne les connaissons pas toutes parce qu'aussi là quelquefois le local interfère sur le national.
Nous nous dirigeons - je voudrais quelque peu rectifier les termes de la petite note distribuée dans les chemises - vers un accord national qui prendra en compte un nombre significatif d'accords départementaux et rassurez-vous tout sera terminé avant que nous lancions notre procédure interne de désignation.
En conclusion, chers camarades, mais ce n'est pas à moi à la porter, je crois que nous sommes au pied du mur, que le temps est venu de répondre à notre niveau, c'est-à-dire au plan local à la question que posait un de nos camarades. La gauche plurielle est-elle un slogan publicitaire ou une réalité ?
Nous sentons qu'il y a un pas à franchir, il nous faudra passer d'une alliance de conjoncture à une expérience durable. Nous savons bien que c'est grâce à ce travail en commun, les municipalités notamment, que nous gagnerons demain, ensemble, que nous cèlerons définitivement le rassemblement d'une gauche qui exprime parfois des identités différentes mais qui se retrouvent aujourd'hui derrière l'action conduite par Lionel Jospin au gouvernement.
Chers camarades, la dynamique est lancée, elle oblige bien sûr à des compromis à des concessions et parfois même, j'ose le mot, à des injustices pour certains d'entre nous qui auraient toute légitimité à prétendre à notre combat, mais nous le savons, c'est la seule voie, l'unique, car c'est la seule qui peut nous permettre de conduire et de réussir les transformations sociales dont notre pays a tant besoin.
Je vous remercie.
(Applaudissements).

Le président - Merci à Jean-Pierre Bel. Sur ce sujet précis de la préparation des élections, y a-t-il des interventions ?... Il n'y en a pas.
Nous passons au troisième rapport, étant entendu qu'après le rapport sur la convention de territoire, nous aurons un débat général pour lequel j'ai déjà des inscrits.
Alain Claeys, si tu veux bien prendre la parole sur le rapport de préparation de la convention du territoire....

Alain Claeys

Chers camardes, je vais essayer d'être le plus bref possible pour donner le temps le plus long au débat général mais je crois qu'il est important entre nous de faire le point de cette convention et de vous expliquer très concrètement comment cette convention se déroulera et quels sont les objectifs que nous recherchons.

Tout d'abord, deux dates : cette convention se tiendra à Clermont-Ferrand les 17 et 18 juin 2000. "Territoire et citoyens", voilà le titre que nous avons retenu pour cette convention.

Le président - S'il vous plaît un peu de silence.

Alain Claeys - Si chacun peut trouver une place, cela va aller plus simplement.
Revenons à la convention. Ce que ne doit pas être cette convention - je voudrais insister pour que les uns et les autres vous puissiez nous faire passer vos messages tout à l'heure- c'est une énième réunion d'experts. Cette convention ne doit pas être uniquement une réunion d'élus, je crois que cette convention doit s'adresser six mois avant les municipales à nos concitoyens. Je crois que c'est essentiel.
Deuxième chose que je voudrais dire c'est que cette convention se situe dans un calendrier : nous serons au gouvernement depuis trois ans. Nous serons à six mois des municipales, des lois importantes ont déjà été votées, la loi Chevènement, et la loi Voynet, une loi sera à ce moment-là en discussion, la loi urbanisme habitat et déplacement.
Enfin, une commission présidée par Pierre Mauroy sera au travail, commission qui doit faire au gouvernement, au Premier ministre un certain nombre de propositions pour une deuxième étape de la décentralisation.
Si je replace notre convention dans ce calendrier c'est pour vous dire simplement que nos propositions qui découleront de cette convention devront tenir compte à la fois de cet environnement, de ce calendrier donc faire preuve à la fois de réalisme et d'ambition par rapport aux objectifs que nous nous sommes fixés.
Cette convention, j'y insiste aussi, ne doit pas être le débat que certains voudraient nous faire prendre entre un Etat jacobin et les initiatives locales qui seraient à elles seules positives.
Je crois que l'événement qui s'est passé lundi dernier montre une chose importante : c'est que la Gauche au pouvoir, l'Etat est un acteur incontournable de la décentralisation. Je crois qu'à travers les contrats de Plan, à travers les 138 milliards sur sept ans négociés par l'Etat avec les collectivités locales, cela montre plus que tout autre commentaire que l'Etat aujourd'hui, dans notre conception de la décentralisation, est au cœur de cette décentralisation, c'est un partenaire qui va contractualiser avec l'ensemble des collectivités locales et les départements, les Régions, et nos communes, nos intercommunalités.
Deuxième chose que je voudrais dire, c'est que durant ces vingt dernières années qui nous séparent de ces lois Defferre, nous avons connu un certain nombre d'évolutions et je crois qu'il faut qu'on les ait en tête au moment où on va aborder cette convention Pour ne pas compliquer la tâche, je dirai qu'il y a trois évolutions essentielles. Je crois que la première évolution concerne la capacité de nos concitoyens à apprécier aujourd'hui une politique. Je crois de plus en plus à une globalisation, à une mondialisation, nos concitoyens ont une

volonté d'appartenance. Ils jugent par rapport à leur territoire, une politique par rapport au bassin d'emplois où ils se trouvent, ils jugent une politique par rapport à leur quartier, par rapport à leur département, par rapport à leur agglomération, et je pense que cela, il faut l'avoir en tête.
Au moment où nous allons faire des propositions, au moment où nous allons engager cette réflexion, je pense que nos concitoyens ne s'arrêteront plus, au moment du bilan, uniquement à un aspect global. Ils essaieront d'identifier ce bilan par rapport à leur vécu, sur leur territoire.
Autre point, nous l'avons vu au niveau des élections européennes, c'est l'émergence de thèmes nouveaux, que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural. Nous avons dit sur tous les tons que nous étions le parti de la synthèse, le parti du rassemblement, je pense que sur ces sujets-là nous ne devons pas faire l'impasse, nous ne devons pas donner ces sujets à d'autres, nous devons être capables de traiter ces sujets, que ce soit des sujets de cadre de vie, des sujets de qualité d'environnement, je pense que toutes ces thématiques nous devons les prendre. Il n'y a pas de sujets qui seraient modernes en zone urbaine et archaïques en zone rurale. Je crois que cette modernité, nous devons la retrouver, quels que soient les territoires, dans nos propositions.
Troisième élément, c'est un élément institutionnel. je crois que depuis 1981 il y a un acteur qui s'impose aujourd'hui à nous tous, qui modifiera beaucoup et durablement la donne, c'est l'intercommunalité, à travers l'émergence des agglomérations, à travers l'émergence des communautés de communes, à travers l'émergence des pays et nous voyons bien aujourd'hui le dispositif se mettre en place devant nous, quartier qui est la structure de proximité, la ville, la commune la structure de gestion et bien doter, de plus en plus, l'intercommunalité, la structure de projets. Là, je fais une parenthèse, je ne veux pas entrer dans le débat, mais je crois que ce nouveau venu dans la décentralisation - je regarde Pierre - simplifiera nos débats entre les départementalistes et les régionalistes car il s'imposera de lui-même avec une certaine priorité. C'est pour cela que cette convention ne doit pas être le énième débat entre quelle collectivité il faudrait supprimer. Nous aurons une question simple à laquelle nous devrons répondre : quel est le territoire le plus pertinent pour mener telle ou telle politique ? Je crois que c'est comme cela que nous pourrons intéresser et approcher nos concitoyens.
Quelles sont les questions auxquelles nous aurons à répondre durant cette convention ? Je pense que les questions auxquelles nous aurons à répondre sont au nombre de trois.
Première question : comment les politiques publiques que nous élaborons sont-elles ressenties et appliquées au niveau local ?
A l'occasion de cette convention mais au-delà de cette convention, en tant qu'élus, en tant que responsables dans nos fédérations nous devons aujourd'hui faire un travail d'expertise des politiques publiques que nous menons au niveau local ou que nous avons à travers les lois votées depuis trois ans.

Nous avons voté une loi contre les exclusions, nous avons relancé la politique de la ville, nous avons mis des emplois jeunes, nous avons fait la couverture universelle, je crois qu'au niveau local il est aujourd'hui essentiel que nous puissions avec nos concitoyens, avec leurs représentants évaluer ces politiques publiques.
La deuxième question que nous aurons à traiter durant cette convention c'est : comment les politiques publiques aujourd'hui peuvent-elles contribuer à la fois à la solidarité intercommunale et concourir localement à l'objectif de plein emploi ? Nous sommes surpris avec François lorsque nous posons la question, à travers certaines enquêtes, pour savoir si cet objectif de plein emploi est perçu positivement ou perçu comme réaliste par les Français, par rapport aux informations que nous avons, territoire par territoire, cet objectif aujourd'hui est perçu comme pouvant être atteint à l'horizon de dix ans par nos concitoyens.
C'est un bouleversement extrêmement grand, mais c'est un bouleversement qui a des conséquences extrêmement importantes, si dans sa tête chacun de nos concitoyens considère comme possible cet objectif de plein emploi, à dix ans, il trouvera d'autant plus injuste des licenciements ou un chômage sur son territoire.
Je crois que cette relation entre territoire et objectif de plein emploi est une chose essentielle. Sur la solidarité, il faudra aborder des choses extrêmement concrètes qui peuvent se résumer à deux choses et je suis sûr que la commission que préside Pierre Mauroy les mettra au centre de sa réflexion, c'est : quelle fiscalité pour chacune de nos collectivités locales, et quelle péréquation pour assurer cette solidarité ?
Dernière question à laquelle nous aurons à répondre et à traiter : c'est quelle réforme pour favoriser la participation des citoyens à la vie locale.
Je crois qu'en tant que citoyens contribuables, aujourd'hui, nous avons une double exigence :
- une exigence de l'évaluation de la dépense publique. Ils veulent savoir au niveau local à quoi correspond telle politique et comment cette politique est financée.
- la deuxième chose sur laquelle il faudra se pencher, et notre convention sur la démocratie citoyenne que nous avons eue précédemment, nous aidera à répondre à cette question, c'est comment aujourd'hui nos concitoyens peuvent être acteurs de la décentralisation et acteurs sur leur territoire.
Voilà, très rapidement, chers camarades, les trois questions et le cadre de cette convention.
Quel est le mode opératoire ?
François Hollande a souhaité que cette convention soit précédée d'une réflexion j'allais dire publique. D'habitude, une convention c'est un texte élaboré par une commission d'élaboration, une discussion dans nos sections, puis après une Convention Nationale.

François Hollande a souhaité que ce temps soit précédé d'un autre temps qui soit l'organisation de colloques.
Je crois qu'il eu raison - et le mandat qu'il nous a confiés -. Pourquoi ?
Je crois que c'est l'occasion, aujourd'hui, pour nous tous, élus, responsables de fédérations, de nous adresser à la fois à ceux qui sont les acteurs sur nos territoires des politiques, à nos partenaires, et aussi s'adresser à l'ensemble des personnes qui, soit par leurs compétences, soit par leur travail, peuvent nous apporter un certain nombre de choses.
C'est pour cette raison que 5 colloques dès à présent sont programmés. Ils seront décentralisés et ne se tiendront donc pas à Paris.
Je ne vous dirai pas aujourd'hui où ils se tiendront. Nous essayons d'avoir une bonne répartition géographique sur le territoire. Nous essayons de tenir compte des demandes que les uns et les autres, vous nous faites remonter.
5 colloques dont les thèmes seront les suivants :
- le premier colloque sera "citoyens, acteurs de la démocratie locale". Il sera coordonné par Cécile Helle, et Gilles Savary.
- le deuxième colloque sera : "développement durables de nos territoires. C'est le premier sûrement dans le temps. Il sera coordonné par Géraud Guibert et Bernard Soulages.
- le troisième colloque sera : "emploi, développement local et formation". Gaëtan Gorce et Michel Sapin coordonneront ce colloque.
-ensuite nous aurons un colloque sur les dynamiques rurales. André Laignel et Christian Paul coordonneront.
- un autre colloque : sur le renouvellement urbain, quelle ville nous voulons pour le 21ème siècle ?
Adeline Hazan et Jean-Pierre Sueur coordonneront ce Colloque.
Reste en débat un autre colloque, j'en ai discuté avec François, sur lequel Marisol Touraine réfléchit : sur l'aspect social et les territoires.
Je pense que nous devrons peut-être aussi inclure ce Colloque pour la préparation de cette Convention.
Ces Colloques se tiendront de février à avril et vous recevrez bientôt, d'ici la fin de l'année, l'ensemble des questionnements, des questions que nous souhaiterions aborder à ces Colloques.
Cela vous servira à vous aussi, pour vos animations dans vos Fédérations.
La réunion des Secrétaires de sections, qui se tiendra en février, sera le bon moyen pour nous tous, avec vous, de lancer ces colloques et de lancer aussi vos initiatives au niveau confédéral.
Je ne veux pas être plus long aujourd'hui. Je voulais simplement vous donner ce cap. Permettez-moi, en terminant, de saluer Dominique Strauss-Kahn qui vient d'arriver.
Nous savons Dominique ce que tu vis aujourd'hui. On a dit, au Bureau National, quel était ton esprit de responsabilité. Sache aujourd'hui que nous sommes avec toi et sache que tu peux compter sur notre amitié et notre affection.

Convention Jean-Jaurès

(Applaudissements).

Le président - Je salue la présence parmi nous de Dominique Strauss-Kahn. Je l'assure, après Alain Claeys, de toute notre amitié.
Sur le rapport d'Alain Claeys, "convention territoires, et citoyens", je crois que j'ai deux demandes de parole sur ce sujet précis : Gilles Savary et Bernard Soulages.
Ensuite nous passerons au débat général.

Gilles Savary

Chers camarades, beaucoup de choses, et l'essentiel, ont été dites par Alain Claeys. Je voudrais quand même souligner l'importance tout à fait considérable de cette convention "territoire" pour vous inciter, les uns et les autres, à vous mobiliser.
Elle est naturellement importante dans le cadre de la préparation des prochaines échéances, que ce soit les Municipales dont on sait qu'elles seront importantes, ou les législatives ou présidentielles.
Elle est importante parce que le monde a changé, Alain Claeys l'a dit, et parce que cela nous assigne aujourd'hui d'avoir une réflexion renouvelée sur le territoire.
Le local, sous divers effets, est au centre aujourd'hui de la vie de nos concitoyens.
D'abord, l'effet de la mondialisation et de l'intégration européenne. On voit bien qu'il y a une sorte de retour localiste et que l'on cherche une espèce de convivialité démocratie, on cherche la qualité de vie sur le local. On voit bien, dans les élections municipales, notamment, que la figure du Maire et celle des élus locaux, restent très appréciées et un peu à l'écart de la crise du politique, si crise il y a.
En second lieu, le recensement de la population nous a montré qu'il y avait une demande de qualité de vie importante et qu'aujourd'hui, de nouvelles formes de localisations étaient en marche, qui n'allaient plus simplement chercher l'emploi dans les villes, par l'exode rurale, mais qui allaient chercher surtout d'autres façons de vivre et de se socialiser.
Face à ces retours au local, au retour du local, il me semble très important d'abord - et je crois qu'Alain l'a dit - de ne pas laisser à d'autres le champ du territoire.
Quand je pense à d'autres - et je pense aux Verts - ils apportent effectivement, dans les villes, des réponses qui sont de plus en plus entendues.
Je pense à ces PNT (?) qui sont une erreur de notre histoire politique et elles sont peut-être dues au fait que nous n'avons pas anticipé un certain nombre de problèmes.
Je pense aussi à cette vieille droite provinciale, conservatrice, qui aujourd'hui pourrait nous piquer notre cartable : celui de la décentralisation qui a été faite

Fondation Jean-Jaurès

par Pierre Mauroy, que je salue, qui était ici il y a quelques minutes, et par Gaston Defferre.
Il nous appartient aussi - et c'est le deuxième enjeu parce qu'il n'est pas neutre - d'apporter une réponse Républicaine, unitaire, et égalitaire à l'enjeu des territoires.
Il n'est pas neutre parce que vous voyez bien que ce retour au local, est aussi un retour à l'égocentrisme, aux régressions anthropologiques. C'est aussi le marché qui est à la recherche de régulation décentralisée car c'est quelque chose, si l'on n'y prenait garde, nous, les Socialistes, qui pourrait faire tension sur la construction républicaine française unitaire, tension qui n'existe pas dans les autres pays.
Notre singularité à nous, c'est que nous avons une République une et indivisible là où d'autres ont des systèmes fédéraux, systèmes fédéraux qui progressent y compris en Angleterre.
Je crois que la responsabilité des Socialistes, c'est à la fois de prendre acte de ce besoin nouveau du local, et de démocratie locale. C'est aussi de faire en sorte de l'intégrer dans une réponse républicaine, unitaire, qui soit celle de notre tradition.
Je crois que c'est la problématique centrale de la nouvelle réflexion territoriale qui nous incombe !
De ce point de vue, je crois qu'Alain le rappelait, nous ne venons pas de rien. Ce n'est pas une découverte des Socialistes. Je dirai même que nous avons un fil d'Ariane historique qui est très clair : c'est nous qui avons fait erreur si la grande œuvre de la décentralisation ne fonctionne pas, c'est nous qui aujourd'hui ne devons laisser le soin à personne de la moderniser, et de l'approfondir.
Je crois qu'il faut que nous approfondissions et modernisions la décentralisation. De mon point de vue, il y a deux grands chantiers :
- le chantier de la démocratie locale, de la démocratisation sur lequel nous allons nous penser avec Cécile Helle et qui ouvre des tas de questions : celle de la séparation des pouvoirs éventuellement qui n'est pas saluée. Celle du pluralisme de la presse qu'il faut savoir organiser au plan local.
Aujourd'hui, mes chers amis, il n'est pas garanti. Il se développe des télévisions locales sur lesquelles on ne peut pas rester sans réponse.
En termes de pluralismes ou de garantie du pluralisme, se pose la question de l'élection au suffrage universel et des structures intercommunales. Je ne sais pas si on pourra la faire partager par un grand nombre de nos amis ou alors cela veut dire qu'il n'y a plus de contrôle par le citoyen.
Se pose la question du statut de l'élu ou, comme le dirait Jean-Pierre Chevènement, des conditions d'exercice du mandat local.
Se pose aussi la question de la participation du citoyen, des citoyens, celle du vote, etc. Toutes questions sur lesquelles nous devons clarifier notre doctrine.

Fondation Jean-Jaurès

La deuxième approche de la décentralisation est institutionnelle. Il faut que l'on simplifie la décentralisation d'une façon ou d'une autre. La clarification des compétences, comme l'a dit Alain, est un chantier important.
La réforme de la justice administrative, il faudra s'y pencher. Nos régions sont faibles : faut-il dont régionaliser un peu plus ou pas ? Sinon, il y aura un nouveau transfert de l'Etat.
Bref, la fiscalité locale, la péréquation, voilà deux très grands chantiers.
Pour terminer, je crois que nous devons aussi - et nous sommes peut-être là plus en retard que d'autres - avoir une nouvelle doctrine, une nouvelle réflexion sur l'aménagement du territoire.
Il se passe beaucoup de choses et aujourd'hui on s'aperçoit que lorsqu'on regarde de près tout cela, les fractures sociales épousent les fractures territoriales.
Nous ne pouvons pas laisser aller les territoires vers une spécialisation accrue des espaces, vers une ghettoïsation, une communautarisation. C'est un enjeu pour la République, pour les citoyens, extrêmement important. Je pense que si le Parti Socialiste a eu l'idée d'aborder ces points - car aujourd'hui les nouvelles technologies nous permettent pas mal de choses comme l'égalité des champs territoriaux - c'est pour faire en sorte que nul territoire ne soit pas trop éloigné des services publics et privés afin de redonner à l'ensemble de ces territoires ce vecteur de socialisation important que sont notamment les services publics.
Cela ne veut pas dire qu'il faut tous les conserver matériellement au même endroit. Cela veut dire faire en sorte qu'en tous lieux du territoire, nous ayons un égal accès en termes de temps d'accès à des services d'égale qualité. Même un agriculteur aujourd'hui a les mêmes besoins qu'un citadin. Il a envie que ses enfants fassent des études, que sa femme ait une crèche pas trop loin pour être pluri-active et nous devons répondre aussi en termes de politiques du territoire.
J'arrête là,
Je ne suis pas le seul intervenant !
Je voudrais dire que ce chantier n'est pas celui que propose effectivement l'Etat aux collectivités locales. C'est une modernisation des affaires publiques, c'est un chantier de modernisation de l'Etat, de la façon dont nous administrons notre pays, je crois qu'il est très important que les Socialistes, très vite, clarifient leurs idées et leurs pensées.
Je crois que nous pourrions apporter des réponses dans nos programmes municipaux et nous pourrons aussi, je l'espère, charger le programme d'un futur Président de la République, pour un mandat qui nous permettra de mettre en œuvre ces avancées.
Voilà, chers camarades, ce que je voulais vous dire.
Je pense qu'avec Henri Weber, nous allons réaliser ensemble un petit livret destiné à l'ensemble des militants du Parti, de façon à ce qu'ils y voient plus clair sur ces institutions locales qui ne sont pas toujours connues précisément par

les uns et les autres. Je vous encourage tous naturellement à participer à cette réflexion importante.

Le président - Merci. D'autres camarades veulent-ils intervenir sur ce sujet.
Bernard Soulage.

Bernard Soulage

Avec ton autorisation, et par anticipation, sur le débat général, je voudrais faire deux remarques préalables, cela évitera les répétitions d'interventions sur le débat général. C'est possible ? Merci.
Un mot sur le rapport de l'Internationale Socialiste et sur ce que nous faisons, nous, par rapport à cela.
J'ai été, pour la première fois, dans la délégation du Parti, à l'Internationale Socialiste, et j'ai été frappé de deux choses :
- premièrement, et cela a été dit tout à l'heure, une intervention du président de l'Internationale Socialiste présentait un équilibre politique très remarquable.
Nous avons là la possibilité d'avoir une véritable synthèse entre ce que nous souhaitons, nous, les Socialistes, français, et la permanence d'une Internationale Socialiste qui reste sur ses valeurs et en même temps, l'ouverture d'un vrai dialogue sur des bases claires, avec ce qui doit être notre partenaire de dialogue, le partenaire américain.
J'insiste beaucoup, d'abord parce que j'espère qu'on en fera une large diffusion et par ailleurs, il faut que nous réfléchissions sur cette question fondamentale.
Cela implique une deuxième remarque : c'était un peu l'envers de la médaille de l'Internationale Socialiste. Comment, au niveau Européen, nous travaillons entre Socialistes pour faire avancer cette question ?
C'est simplement le souhait qui, je crois, est partagé par beaucoup que le Parti des Socialistes Européens existe plus et qu'il soit un lieu de véritable réflexion pour construire cette capacité de dialogue aussi bien avec le tiers-monde qu'avec le partenaire américain.
Il y a là une évidence que nous avons perçue pour tous ceux qui ont pu voir ou entendre ou lire la collection de discours des leaders européens. Nous avons besoin d'une réflexion qui soit une réflexion proprement partisane sur ce terrain.
Deuxième élément qui me paraît fondamental dans le débat que nous allons avoir dans les deux mois qui viennent, celui de l'évolution du paritarisme dans ce pays.
Il y a là un enjeu majeur que peut-être nous sous- estimons un peu, que peut-être nous ne préparons pas assez bien, mais en tout cas qui peut marquer une évolution considérable de la situation sociale et politique de ce pays.
Nous avons, en tout cas c'est mon analyse aujourd'hui, un MEDEF qui devient un parti libéral et je choisis volontairement ces deux mots, un parti, et libéral.
Parti parce qu'il est convaincu qu'il y a une place pour une forme d'expression politique différente, mais qui s'inscrit dans le champ politique et qui pèse

Fondation Jean-Jaurès

directement sur le champ politique. Ce n'est pas le cas de tous les adhérents du MEDEF, évidemment, il y a des dissensions internes, mais globalement, la position qu'il prend aujourd'hui est une position qu'il faut aussi savoir lire sur ces bases politiques.
J'avoue que je suis parfois surpris des prises de position d'un certain nombre de leaders syndicaux, notamment Nicole Notat qui évacue cette dimension de la prise de position du MEDEF. Je crois que nous ne pouvons pas ne pas la prendre en compte.
C'est en même temps un parti libéral parce qu'il y a une vraie conviction, en tout cas telle qu'elle s'exprime aujourd'hui dans les positions du MEDEF, qu'il y a un enjeu dans cette société à faire passer in concreto, pour reprendre les termes que les uns et les autres utilisaient tout à l'heure, une organisation libérale de la protection sociale dans ce pays. Il y a un vrai lobby avec de vrais objectifs, de vrais moyens, pour faire en sorte que ceci soit la règle de régulation de notre système de protection sociale dans les années qui viennent.
Face à cela, est-ce que nous, nous devons rester sur la défensive ou est-ce qu'il y a la possibilité d'une véritable offensive ?
Je voudrais plaider pour cette conception offensive et mettre l'accent sur deux points.
Le système de protection sociale que nous avons aujourd'hui est manifestement inadapté, y compris à sa propre évolution. Il a été conçu comme un système il y a plus de cinquante ans qui était un système qui ne couvrait pas tous les Français. Il était conçu sur l'existence d'un lien direct entre la protection sociale et le statut salarial. Aujourd'hui, par toute une série de réformes successives, nous sommes passés à une autre conception de la protection sociale et du coup, le paritarisme butte aussi sur cette question puisque l'Etat, volontairement (et ce n'est pas l'œuvre que de ce gouvernement, ce peut être l'œuvre d'autres gouvernements), a choisi d'entraîner dans la couverture de la protection sociale, tous les citoyens et c'est une très bonne chose.
Evidemment, l'Etat n'a pas repensé sa propre position par rapport à l'organisation du système de protection sociale. Nous avons un impératif qui est aujourd'hui de penser une organisation du système de protection sociale qui tienne compte de cette évolution et évidemment - ce que, personnellement, je crois le plus vraisemblable - de la sortie du MEDEF au moins du cœur du système, car évidemment, la question de l'UNEDIC sera traitée certainement différemment.
La deuxième chance que nous offre cette situation, c'est de réintroduire la CGT, le deuxième syndicat français ou le premier selon les points de vue...

Dans la salle - Le premier.

Bernard Soulage -... en tout cas historiquement le principal syndicat français, dans le jeu du paritarisme. Tous les contacts que nous pouvons avoir avec la

CGT montrent qu'ils y sont prêts et ils le disent d'ailleurs publiquement aujourd'hui dans une autre logique, dans un autre rapport au paritarisme que celui dans lequel ils ont été précédemment.
Nous avons la possibilité, à travers cette certaine chance que nous donne le MEDEF, de réintroduire la CGT dans le dispositif.
Je crois que si nous savons poser ces deux questions, c'est-à-dire ne pas être sur la défensive, mais être offensifs, alors nous aurons, d'une crise que va provoquer le MEDEF (en tout cas, c'est mon sentiment), la possibilité de rebondir, de refonder notre système de protection sociale et de donner un coup d'accélérateur formidable à la recomposition du paritarisme et du tissu syndical dans ce pays.
Voilà sur ces deux remarques préalables.
J'en viens en quelques mots à la Convention Territoires. Beaucoup de choses ont été dites. Un mot sur les contrats de plan.
Alain disait tout à l'heure que les annonces du Gouvernement étaient à la hauteur des attentes et marquaient la volonté du Gouvernement de prendre en compte la décentralisation.
Je partage complètement ce sentiment, mais il faut que nous soyons, nous, militants, élus, relais de cela, que nous en fassions un outil politique. Il faut que, y compris dans la perspective des élections cantonales, par exemple, ou des élections municipales, là où la droite sera frileuse pour voter ce contrat, là où elle n'apportera pas les compléments nécessaires, et notamment sur toute une série de compétences des conseils généraux, nous en fassions une arme de la bataille politique et nous soyons capables de nous servir de ce levier pour, tout au long de l'année 2000, qu'il y ait vote ou qu'il n'y ait pas vote, être ceux qui portent cette décision, ceux qui en font un élément du débat politique très local et qui mettent la droite au pied du mur.
Sur la Convention elle-même, je voudrais simplement insister sur deux points.
Il y a une loi, tu l'évoquais Alain, qui va être une loi très importante, ce que l'on appelle la loi Gayssot ou la loi urbanisme, habitat, déplacements, qui va, au quotidien, changer ou pas toute une série d'éléments de l'organisation de ce pays.
Ce n'est pas une grande loi de décentralisation, elle n'est pas institutionnelle, mais sur un certain nombre de plans, elle peut changer les choses. Je voudrais plaider pour que nous nous y intéressions et que nous nous intéressions y compris à l'une des questions qu'évoquait Gilles à l'instant, et Alain aussi, une des questions majeures de ce pays : est-il possible de sortir de cette loi sans avoir traité au fond la grande leçon du dernier recensement qui est que la France ne maîtrise pas son étalement urbain, qu'elle est aujourd'hui en train d'avoir un modèle d'urbanisation qui est un modèle américain dans un espace qui ne le permet pas ? Même si nous avons le plus grand espace en France par rapport aux autres pays européens, ce n'est pas un espace de nature américaine. Il n'est pas possible d'avoir un mode d'urbanisation dans ce pays qui soit un mode dit d'étalement urbain avec toutes les conséquences que cela a sur le rapport au

travail, sur le temps de travail des gens, sur les déplacements, les pollutions, les nuisances. Il faut que nous traitions cette question.
Je rappelle, pour l'histoire, que le seul qui a vraiment essayé de la traiter, c'était Edgar Pisani, alors Ministre du Général De Gaulle, et que finalement, dans un arbitrage qui était spécifique à la droite, il avait été battu sur la question de la municipalisation des sols, mais pour ceux qui connaissent bien le dossier, il avait perdu de très peu.
Aujourd'hui, sans parler de municipalisation des sols, nous devons trouver les moyens de maîtriser cette dimension de l'étalement urbain. C'est la grande leçon du recensement et elle a des conséquences dans la vie quotidienne de tous les gens.
Enfin, la dernière remarque est pour plaider, puisque nous avons voulu des colloques décentralisés - et c'est une très bonne chose, nous avons voulu qu'il s'agisse d'une démarche qui permette une expression de nos militants - la mobilisation et la concertation avec toutes les autres forces.
On nous attend sur ce terrain et, comme le disait Gilles, il ne faut pas être timide. Il faut que nous fassions de cette convention l'outil d'apparition des Socialistes sur les terrains où on ne les attend pas nécessairement, et que nous le fassions dans la plus grande ouverture en sachant mobiliser tous nos concitoyens et notamment tout le tissu associatif. N'en ayons pas peur.
Ils sont en train de revenir de l'idée que les Socialistes ne sont pas leurs bons interlocuteurs, ils ont aujourd'hui la conviction qu'à travers ce projet que nous construisons, c'est avec eux que nous pouvons construire un autre cadre de vie et, dans la perspective des prochaines échéances électorales, je suis convaincu que l'ensemble de la démarche de cette convention peut nous permettre à la fois de construire un projet qui soit à la hauteur des problèmes de la France et en même temps de mobiliser nos concitoyens. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Bernard Soulage.
Nous allons enchaîner sur le débat général et j'ai trois demandes de parole pour l'instant.
Emmanuel Robert, Louis Mermaz, Denis Cacheux.

Emmanuel Robert

Chers camarades, la discussion sur le projet de loi de finance 2000 s'achève et chacun s'accorde à reconnaître que le budget, même s'il n'est pas extraordinairement enthousiasmant ou ambitieux, a au moins le mérite, et c'est cela qui compte, de permettre au gouvernement de poursuivre sa politique de soutien à la croissance avec une bonne utilisation des ressources et des mesures fiscales adaptées (je pense aux baisses ciblées de TVA ou à la suppression de différentes taxes parasitaires).

Dans un même temps, l'attention portée à l'équilibre des finances publiques permet de limiter l'impact de la dette sur les charges financières de l'Etat et permet aussi la constitution de réserves en cas de retournement de conjoncture. Je crois que c'est bien et je crois qu'il faut saluer l'action du Ministère de l'Economie et des Finances (Dominique était là tout à l'heure). Cette bonne conduite des finances publiques est un moyen de dégager des marges pour une vraie réforme de la fiscalité.
Nous voulons tous une fiscalité plus redistributive et je crois que nous souscrivons tous ici à la proposition du gouvernement de mettre en chantier la réforme de la fiscalité directe dès l'année prochaine.
Différentes propositions sont à l'étude. Chacun a sa marotte dans le parti, certains souhaitent une baisse de l'impôt sur le revenu, d'autres une plus grande progressivité de l'impôt et de la CSG, par exemple. Ce n'est ni le lieu, ni le moment pour avoir ce débat, mais je crois que nous avons tous à cœur au moins une chose, c'est que nous devons arriver à une meilleure répartition entre revenus du travail et revenus du capital via la fiscalité. C'est notre conviction, nous voulons tous cela et je crois qu'il faut l'affirmer avec force.
A ce propos, j'aimerais revenir un instant sur un débat qui a un peu animé la majorité plurielle à l'occasion de la discussion budgétaire, c'est le débat sur la fiscalité relative aux stocks options. Les stocks options n'ont jamais été la "tasse de thé" des Socialistes, en tout cas pas la nôtre, vous le savez, et même Bercy a été obligé de procéder brutalement pour introduire un peu ce système dans notre droit : 1997, création des bons de souscription d'entreprises qui permettent à certaines entreprises innovantes, âgées de moins de 7 ans, de bénéficier d'une fiscalité allégée, 1998, sur un amendement du Rapporteur général du Budget, je crois, cette disposition va être élargie et va s'appliquer aux entreprises start up de moins de 15 ans, et cette année, au cours de la discussion budgétaire, le Ministère de l'Economie et des Finances souhaitait aller un peu plus loin et ne plus faire vraiment la différence entre les entreprises dites start up et les entreprises établies et proposer un allégement généralisé de charges sur cette question.
Vous connaissez la réaction salutaire du groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale et le dépôt d'un amendement visant à accroître la taxation sur les plus-values de stock options au-delà de 500 000 F et à la faire passer de 40 à 50 %. Nous avons eu ce débat et cette simple mesure de justice fiscale a été abandonnée pour des raisons, on nous a dit à l'époque, d'opportunité, et reportée à une discussion plus large sur l'épargne salariale.
Je passe sur l'effet produit par un tel abandon, même si je crois que nous devons remercier le Premier Secrétaire d'avoir fait tout ce qu'il a pu pour essayer de sauver un peu la face de notre parti, même si avant, quand même, le spectacle de députés Socialistes votant contre un amendement qu'ils avait plébiscité et acclamé quelques jours auparavant faisait un peu désordre... Enfin, cela arrive et ce n'est pas trop grave.

Fondation Jean-Jaurès

Que l'on ne s'y trompe pas, je crois que le débat autour de l'amendement du président Bonrepos n'avait rien de conjoncturel. Il est en effet proprement inacceptable que certains dirigeants s'accordent des rémunérations supplémentaires sous forme de stock options de plusieurs dizaines de millions de francs dont les plus-values sont faiblement taxées.
C'est vrai, on nous annonce un débat pour l'année prochaine. C'est vrai, on nous annonce que l'on va mettre en place un système jugé complexe, mais cela n'interdisait en rien d'introduire dès le PLF 2000 des dispositions sur la fiscalité des stocks options.
Je ne comprends pas bien les arguments de certains de nos camarades qui contestaient le bien fondé de l'amendement sous prétexte qu'il avait été rédigé sous le coup de l'émotion ou alors, que c'était une mesure symbolique.
Outre que la politique se nourrit aussi de symboles et que les Français savent y être sensibles, je tiens à rappeler que l'amendement Michelin ou les mesures annoncées par le Premier Ministre sur les licenciements collectifs étaient aussi une annonce faite sous le coup de l'émotion et étaient aussi des mesures symboliques, mais à l'époque, personne n'a rien trouvé à y redire, je crois qu'il faut quand même le souligner. Passons.
On nous promet que l'on reparlera des stocks options à l'occasion d'un grand débat sur l'épargne salariale, tant mieux.
Ce débat sur l'épargne salariale, voilà des semaines qu'on nous en parle. On nous dit : enfin, les Socialistes vont se saisir de cette question de l'épargne salariale.... Enfin ! Comme si le temps nous était compté, comme si l'on attendait ce débat depuis longtemps ! Alors, si on l'attendait depuis longtemps, moi, je trouve que l'attente était un peu discrète parce qu'il n'a jamais été question dans le programme législatif, dans le programme des présidentielles, pas plus d'ailleurs que dans la Convention Entreprise, de cette question ! Cela n'a pas été évoqué, je trouve qu'il y a un peu de précipitation et, comme j'ai mauvais esprit, comme beaucoup d'entre vous ici, je trouve que cette précipitation est un peu suspecte.
Je ne vais pas vous faire part de nos réticences sur l'épargne salariale, parce qu'on dirait que nous sommes archaïques... Je ne sais pas si nous sommes archaïques, mais je sais que les vieilles lunes de la participation et du capitalisme populaire fleurent bon, elles aussi, la France du passé ! Mais je sais, et François Hollande l'a rappelé dans une interview récemment, qu'il n'était pas dans l'intention du Parti Socialiste de faire de chaque Français un petit capitaliste en herbe. J'aimerais quand même en appeler à la vigilance des camarades sur certaines confusions, sur certains glissements sémantiques que l'on peut voir ici ou là dans certains propos de nos responsables.
Je trouve ainsi très regrettable qu'on tende à assimiler, comme si cela allait de soi, la promotion de nouveaux droits pour les salariés et le combat pour le droit des salariés actionnaires. Je vous le prouve : "Le PS veut une France de salariés actionnaires", et le raisonnement est grosso modo le suivant : les salariés doivent

bénéficier de nouveaux droits (là, on est d'accord), oui mais le pouvoir dans l'entreprise, aujourd'hui, c'est les actionnaires. Donc, il faut que les salariés deviennent actionnaires !"
Excusez-moi, chers camarades, mais je pense que ce n'est pas avec ce genre de syllogisme qu'on va gagner et s'en tirer. Même si cela a certains adeptes dans ce Parti, il faut le dénoncer avec force.
En effet, le contrôle effectif d'une entreprise suppose le franchissement d'un certain seuil de détention du capital. Comment imaginer, par exemple, que les salariés d'une entreprise multinationale, dont la valeur capitalistique représente des dizaines, voire des centaines de milliards de francs, atteignent un jour la part qui leur permettrait d'exercer un contrôle suffisant, effectif, et d'être un acteur incontournable dans le conseil d'administration ? Je pense que ce n'est pas forcément très réaliste. Toutes les incitations du monde ne changeront rien au fait que les salariés seront toujours minoritaires dans le capital de leur entreprise. Dès lors, leur seul rôle sera de percevoir une part supplémentaire du profit dégagé par l'entreprise. Or, l'accroissement du profit, la création de valeur résultent d'un certain nombre de choix qui entrent souvent en contradiction avec l'intérêt de ces mêmes salariés, surtout dans un environnement à forte croissance : accroissement de la flexibilité interne et externe, accélération des cadences, gestion discrétionnaire de l'horaire de travail, etc. Comment voulez-vous que 8 à 10% du conseil d'administration s'opposent à l'intérêt unanime des 90% restants ?
Et la configuration est pire dans le cas des fonds de pension. Les salariés d'une entreprise ou d'une institution publique mettent leur argent dans des fonds de pension dont les gestionnaires ont pour seul impératif la rentabilité. On aboutit donc à un système où la précarisation d'une partie des salariés est la conséquence directe de l'action d'une partie des autres salariés et je crois qu'il y a beaucoup de naïveté chez les promoteurs de l'actionnariat salarié, comme il y en a beaucoup chez ceux qui disent qu'aujourd'hui on va changer le système en offrant des stock-options à tout le monde. Actionnariat salarié, stock-options pour tout le monde, est-ce que c'est vraiment le visage du socialisme qu'on propose pour demain ? Je ne crois pas. Et si l'on veut débattre de l'épargne salariale (pourquoi pas ?) je crois qu'il faut qu'on évite de reprendre à notre compte le schéma de pensée de nos adversaires. Quand la société se regarde avec les yeux du capital, elle finit par donner raison à toutes les exigences de celui-ci.
Si l'on veut parler de droits, si l'on veut parler de garanties, si l'on veut parler de protection supplémentaire, parlons d'abord de législation sociale, de rénovation du rôle du CE, des attributions, du pouvoir des comités d'entreprise et des représentants du personnel. Cessons de faire semblant de croire qu'une augmentation marginale de l'épargne salariale dans le capital des entreprises participera à la grande réforme sociale.

Il faut être prudent également par rapport à d'autres raccourcis et glissements, parce que certains font déjà le lien et certains passent déjà de l'épargne salariale aux retraites, via les fonds d'épargne-retraite. Même Nicole Notat, dernièrement, nous expliquait tranquillement : oui, il y a des connexions possibles... oui, cela viendra, à moyen, à long terme.
Chers camarades, je crois que là, pour nous, Parti Socialiste, il y aurait un point de rupture qu'on ne pourrait pas accepter.
François Hollande a pris soin d'affirmer que nul n'avait l'intention de faire ces connexions au Parti Socialiste. Je crois qu'il a raison, et qu'il a raison de l'affirmer avec force. En tous les cas, sur un tel sujet qui engage l'avenir de notre projet social, il n'est pas possible que le Bureau national statue seul, à partir d'un texte proposé par un groupe de travail constitué, je crois, essentiellement d'experts, même si ce sont des experts Socialistes. Ce sont tous les militants du Parti qui doivent être consultés sur cette question parce qu'elle est centrale, parce qu'elle est fondamentale et nous proposons l'organisation d'une Convention Extraordinaire sur ce sujet. Je sais bien que toutes les décisions des Conventions ne sont pas forcément appliquées, mais au moins, si l'on prend des décisions, que les militants y soient associés. En tout état de cause, je crois que rien ne presse sur ce sujet.
(Applaudissements)

Le président - Louis Mermaz, ensuite Denise Cacheux.

Louis Mermaz

Chers camarades, Claude Estier m'ayant dit il y a quelques minutes qu'il n'y aurait pas de débat général, j'ai refait mon plan et j'avais l'intention de parler de :
- territoire et cantonales ;
- territoire et Corse ;
- territoire et justice ;
- territoire et Organisation Commune des Marchés ;
- territoire et politique.

(Rires)
Rassurez-vous, je ne vais pas développer devant vous les chapitres d'un livre.
Nous sommes tous attachés à l'unité de la République et nous pensons qu'un citoyen, où qu'il se situe, égale un citoyen.
Nous aurons des élections municipales et aussi, dans leur ombre, des élections cantonales. Je regrette qu'on ne remodèle pas la carte des élections cantonales. Je vois ici une victime d'un découpage très archaïque, mon ami André Vallini.
Dans un département comme le département de l'Isère, où nous avons manqué la reconquête du Département à 2 voix, voici la situation.

Fondation Jean Jaurès

3 cantons de montagne, qui ont leur physionomie qu'il faut surtout préserver : 1 200 habitants, 1 500 habitants, 1 900 habitants, tenus par 3 conseillers généraux de droite.
A l'autre bout de la chaîne, un Socialiste (35 000 habitants), un communiste (38 000) et puis, dans l'agglomération de Grenoble, on s'échelonne autour de 20 à 25 000 habitants.
Il faut 17 fois plus de voix pour faire un conseiller général de gauche que de droite ! (applaudissements) D'ailleurs, dans la ville de Lyon, un modeste contribuable ayant saisi le Tribunal administratif, le gouvernement a été prié de procéder à un autre remodelage, parce qu'il y avait au cœur de Lyon un canton où il y avait si peu d'habitants par rapport aux autres que cela a été jugé par la juridiction administrative comme insupportable.
Nous sommes bien dans le sujet des territoires, n'est-ce pas ?
La Corse. Le sujet est beaucoup plus grave.
Hélas, cela commence à suffire et, aujourd'hui, ce sont nos compatriotes qui appellent au secours. Il faut donc être unanimes et unis autour du gouvernement pour que les mesures soient prises afin que l'ordre républicain soit rétabli, car il y a là-bas des dizaines et des dizaines de milliers de gens qui souffrent de comportements violents, terroristes, qui ne sont pas admissibles au sein d'une République et je crois que, vis-à-vis de nos compatriotes corses, il faut fortement affirmer notre solidarité aujourd'hui.
Territoire et justice.
Là aussi, la loi doit être la même pour tous. Mais au moment où nous nous apprêtons à voter la réforme du Conseil Supérieur de la Magistrature qui marquera une avancée - et nous espérons qu'il y aura pour cela une majorité qualifiée au Congrès - il faut tout de même s'interroger sur le fait que la justice tend de plus en plus à fonctionner comme un corps autonome et, parfois, on voit poindre des comportements qui remontent au temps des Parlements d'Ancien Régime : régulation par la justice, médiatisation, intervention sur les médias, volonté d'arbitrer tout, à tous les niveaux, cela va finir par poser un problème et beaucoup de bons magistrats commencent à s'en inquiéter, je vous l'assure.
Faudra-t-il passer par la prison pour enfin être connu ? José Bové, menotté, traîné en laisse... aujourd'hui nous sommes fiers de voir qu'il parlera pour une certaine France (mais la France tout de même) à Seattle.
Il faut que la justice soit un service public. La justice n'est pas un pouvoir comme le pouvoir exécutif et comme le pouvoir législatif, sinon elle devrait dépendre du suffrage universel. Georges Clémenceau y avait pensé, mais cela n'est pas de propos actuellement.
Il faut aussi que, dans les textes qui se préparent - nous ne les connaissons pas encore - la responsabilité des magistrats soit clairement affirmée. Il y va de l'indépendance de la magistrature et aussi, comme on disait dans le temps, de la sûreté des citoyens.
Territoire et Organisation Commune des Marchés.

Fondation Jean-Jaurès

Le débat qui s'ouvre à Seattle sera capital pour l'avenir de la France, pour l'avenir de nos régions, pour l'avenir de l'Europe et ce débat est abordé par des Etats et des groupements d'Etats qui procèdent en ordre dispersé.
Dans le domaine des services, qui représentent, de loin, les échanges les plus importants, et ce sera de plus en plus le cas, l'Union européenne et les Etats-Unis s'opposent fortement, mais participent aussi au débat avec de plus en plus de vigueur ceux que l'on appelle les pays émergent, c'est-à-dire les pays de l'Asie.
Sur le plan de la culture, l'affrontement est fort et sera fort entre l'Union Européenne et les Etats-Unis et nous devons nous unir en Europe et à travers le monde pour refuser le modèle américain.
Je vous l'ai peut-être déjà dit, mais au titre de la francophonie je ne trouve rien de plus désiroire que lorsque je vois des Français bredouiller un mauvais anglais à Turin et à Milan, où les concierges parlent français comme à Barcelone ! J'étais récemment dans une délégation de maires jumelant leurs communes avec des villes algériennes et, pour ma part, je jumelais la ville de Vienne avec la magnifique ville archéologique de Tipaza : eh bien, en Algérie, on parle beaucoup plus français aujourd'hui grâce à l'enseignement de cette langue obligatoire dès la 4ème, grâce à la diffusion des programmes de télévision française et, dans la délégation où nous avions des élus de Barcelone et de Turin qui parlaient parfaitement le français, l'idée saugrenue ne nous est pas venue de nous exprimer avec eux en anglais ou dans toute autre langue.
A Seattle, l'agriculture sera aussi au centre des débats et, là, nous assistons, même si l'on n'en parle pas tout le temps, à une course aux subventions en direction des agriculteurs, tant aux Etats-Unis que dans l'Union Européenne.
Les subventions américaines à l'agriculture américaine représentent le même pourcentage dans le Produit Intérieur Brut aux Etats-Unis qu'en France et dans plusieurs pays d'Europe.
Jean Glavany a eu raison de négocier la refonte de l'actualisation de la Politique Agricole Commune avant la réunion de Seattle, comme nous l'avions fait entre 1990 et 1992 avant les rencontres de Marrakech, mais il est vrai que si dans le monde entier on pouvait s'accorder au niveau des pays les plus industrialisés pour réduire dans les mêmes proportions les subventions à la grosse agriculture, à la grande agriculture, nous dégagerions beaucoup d'argent pour développer d'autres secteurs. J'ai parlé de la grande agriculture et c'est vrai que l'on a commencé à proportionner les aides davantage au niveau des paysans que par une distribution générale.
On a parlé aussi - je crois que c'est notre ami Malaud - des normes sociales et environnementales. Cela peut nous opposer parfois aux pays du tiers-monde, c'est exact, mais ces pays du tiers-monde sont souvent victimes de leur passé, de leur culture, mais aussi de leur bourgeoisie nationale et parfois du laxisme ou de la pression des pays capitalistes occidentaux, si bien que les normes sociales, les normes environnementales ne doivent pas leur être imposées comme

contraignantes, il faut qu'ils y viennent progressivement dans la mesure où les échanges entre les pays dits en voie de développement et les pays industrialisés seront plus égalitaires et non plus prédateurs, comme ils le sont encore très généralement.
Enfin, il faut qu'il y ait une volonté de l'Europe et de notre pays, de nos négociateurs - derrière le négociateur européen de l'Union européenne il y aura, bien sûr, les Ministres français présents à Seattle - pour des ouvertures équilibrées, car nous sommes d'accord pour dire qu'un développement du commerce international, s'il est équilibré, est une bonne chose pour tout le monde, à condition que ce ne soit pas la possibilité pour la plus grande puissance économique d'accroître ses parts de marché, de s'imposer au reste du monde et d'imposer au reste du monde son modèle et son empire.
L'Europe aujourd'hui est un géant économique mais c'est encore un nain politique et tout ce qui fera avancer la construction de l'Europe nous permettra d'exister davantage par rapport à la plus grande puissance économique.
Quelques mots pour terminer sur le Congrès de l'Internationale Socialiste.
Vous vous êtes sûrement penchés sur les 21 questions des futurologues interrogés par le journal "Le Monde". J'ai l'impression que les Socialistes sont aussi sur cette lancée, que la question qui se pose est de savoir qu'est-ce que sera le socialisme au XXIème siècle et que cette question n'est pas encore l'objet d'une réponse très claire...
Personnellement, je ne comprends pas encore très bien comment une économie de marché, qui est forcément libérale, peut donner autre chose qu'une société de marché. Cela, c'est un grand sujet. Je ne doute pas que ceux qui reconnaissent qu'il existe un marché - c'est évident, comme il existe des tempêtes au sein de l'océan - veuillent réguler cela, mais une économie de marché donnant autre chose qu'une société de marché, je crois que c'est une interrogation qui intéresserait les futurologues et qui devrait commencer par nous intéresser.
Enfin, on nous parle de la crise du politique. La crise du politique, c'est la conséquence de l'économie de marché. Il y a beau temps que la crise du politique est forte aux Etats-Unis. Même s'il y a aux Etats-Unis des hommes politiques de très grande valeur et qui valent ceux des autres continents, il est courant dans les conversations au sein des familles américaines - j'ai été témoin d'un sympathique dîner de ce type - d'entendre dire : "Vous savez, chez nous, ce sont les plus idiots qui font de la politique", car ceux qui gouvernent là-bas, ce sont les puissances économiques, les hommes politiques sont des épiphénomènes, on passe du public au privé très facilement et les plus intelligents ne restent pas forcément uniquement dans le public et dans le politique.
Alors bien sûr, il y a une crise du politique mais sur une crise de la politique. Je suis très frappé de voir - si vous avez le temps de regarder les émissions de Karl Zéro - que Karl Zéro est de plus en plus habillé en ministre, il est de plus en plus sérieux, il a ses grosses lunettes, il transforme souvent en marionnettes les

hommes politiques qui feraient n'importe quoi pour passer dans son émission. Je ne parlerai pas d'autres émissions, comme celle d'hier soir, où des gens s'envoyaient des pots de yaourt à la figure sur Canal +.
La crise du politique n'est pas un phénomène qui est apparu d'un seul coup. La crise du politique est la conséquence de la crise de la société. A mon sens, c'est la conséquence du fait que l'économie de marché est de plus en plus envahissante. Beaucoup de travail, beaucoup de pain sur la planche pour les Socialistes dans les années et les siècles futurs.
(Applaudissements)

Le président - Merci Louis Mermaz. Je donne la parole à Denise Cacheux.

Denise Cacheux

Mes camarades, quelques remarques sur deux ou trois points.
Je commencerai par l'Internationale Socialiste.
Je vais d'abord faire des remerciements à notre Parti pour l'accueil qu'il a réservé à l'Internationale des Femmes. Cela n'a pas été une manifestation au rabais. Nous avons été, les femmes du monde entier qui étaient là, accueillies à bras ouverts, et tout le monde a vraiment apprécié l'accueil du parti Socialiste, la présence de son Premier secrétaire.
Je voudrais remercier aussi Sylvie Guillaume parce que le secteur Femmes qui assurait l'accueil a fait une prestation discrète mais efficace qui a été appréciée par toutes les femmes qui étaient là.
C'est vrai qu'il y a un décalage dans ces grands rassemblements internationaux - on le sent aussi ailleurs que dans ces endroits-là - sur les besoins et les souhaits des femmes de pays moins favorisés que le nôtre. Il n'empêche que toutes les femmes ressentent le hiatus qu'il y a entre le discours de leurs responsables, de leur gouvernement, les engagements publics souscrits - je pense à la déclaration de Pékin souscrite à l'ONU par les gouvernements - et puis la réalité des choses et la façon dont, après, les états mettent en musique ce qu'ils ont proclamé solennellement dans les instances internationales.
C'est pour cela que je me suis permis, à l'Internationale, de faire une suggestion que je souhaiterais bien voir reprise, à savoir qu'une déclaration, c'est beau, c'est bien, mais cela permet, pendant cinq minutes, je vais prendre une expression triviale mais qui dit bien ce qu'elle veut dire, de "se faire un peu de vent sous la queue", et après on ne donne pas de suite aux engagements souscrits.
Je souhaiterais que les états qui font de belles déclarations s'engagent vraiment quand ils disent qu'ils feront quelque chose.
Je souhaiterais qu'on passe de la déclaration fut-elle solennelle et prise devant l'ONU à une convention ou un traité international où ce que les états ont souscrit dans l'ambiance d'un discours rentre vraiment dans les faits et qu'ils s'obligent devant la communauté internationale à appliquer ce qu'ils ont dit.

Fondation Jean-Jaurès

Je souhaiterais que, devant l'ONU, on défende la notion d'un traité ou d'une convention internationale.
Deuxième point sur lequel je voulais intervenir, c'est un petit mot sur la future convention sur l'aménagement du territoire. Dans ma préoccupation, je n'ai entendu évoquer que l'idée de péréquation à étudier, mais je pense que cela va plus loin.
Quand on participe dans des secteurs précis, en particulier du social, on s'aperçoit que les gens n'ont pas les préoccupations d'élus de péréquation et de finances, mais c'est le souci de l'égalité des citoyens.
C'est vrai, je suis une fervente décentralisatrice, mais je souhaiterais qu'on réfléchisse à comment concilier la décentralisation, l'autonomie des collectivités locales et l'état des citoyens devant des préoccupations que j'ai au social devant la PSD, devant les clubs de prévention pour les jeunes délinquants. Des départements font de gros efforts, d'autres rien du tout, et même certains suppriment des prestations qui existaient.
Je souhaiterais que cette convention réfléchisse aussi à comment concilier autonomie de la collectivité des élus et égalité des citoyens.
C'est une préoccupation que j'ai.
Une petite remarque pour épingler un camarade qui est intervenu avant, quand il a pris comme exemple les crèches, et qu'il a dit : "les crèches pour les enfants des femmes qui travaillent".
Je regrette, mes camarades, les mômes on les fait à deux, ce sont "les crèches pour les enfants des femmes et des hommes qui travaillent" et pas seulement "les femmes" !
(Applaudissements)
Je l'épingle non pas pour faire un effet de manche ou pour épingler un camarade, c'est parce que je m'aperçois que chez tous les copains il y a des choses à changer dans les têtes. C'est pour cela que je l'épingle.
Troisième chose que je voulais dire : la semaine dernière, c'est passé inaperçu, il y a eu des manifestations, mais je voudrais vous mettre en garde, c'était le 10ème anniversaire de la Convention internationale des droits de l'Enfant. Là où tous les états se sont engagés solennellement, ont signé devant la communauté internationale des engagements, je signale au passage, pour les camarades qui ne seraient pas au courant, qu'il y a deux états qui n'ont pas signé et ratifié, ce qui est exceptionnel pour une convention internationale sur les Droits de l'Homme : la Somalie, mais elle n'a plus de gouvernement, elle ne peut pas signer, et les Etats-Unis qui nous donnent des leçons à tour de bras sur les Droits de l'Homme ! Les Etats-Unis n'ont pas ratifié la convention internationale pour plusieurs raisons. Ils l'ont signée quinze jours avant le nécessaire remplacement du président ou du directeur de l'UNICEF parce qu'ils voulaient que cela reste chez eux, et ils ne pouvaient pas avoir le directeur de l'UNICEF s'ils ne signaient pas. Alors ils l'ont signée, ils ont le directeur de l'UNICEF, Carol Bellamy, mais ils

ne peuvent pas la ratifier parce que les parlements de leurs états fédérés ne veulent pas supprimer la peine de mort pour les enfants.
A côté de cela, ces mêmes états qui refusent de signer l'abolition de la peine de mort pour les enfants ont des lois anti-avortement pour protéger les fœtus ! Il faut le savoir ! Bonjour la cohérence !
Disons que ce 10ème anniversaire de la Convention internationale des Droits de l'Enfant, il faut que vous le sachiez, mes camarades, est énormément récupéré, il faut dire le mot parce qu'on peut avoir de grands sentiments et puis faire aussi de la politique politicienne avec, par nos partenaires du Parti communiste.
Je ne leur conteste pas le droit de le faire, ils le font, tant mieux, profitons-en, mais il faudrait aussi nous mobiliser plus.
On a des élus, on a le Parlement qui a fait des manifestations et qui a fait une commission d'enquête parlementaire, qui a soutenu des propositions de loi sur le médiateur pour enfant, qui a organisé des parlements pour enfants, pour donner le droit d'expression aux jeunes, mais nous ne nous mobilisons pas assez sur ce thème. Et cela amène mon dernier point qui est la prise en charge dans le Parti des thèmes de société.
Je ne veux pas cracher dans la soupe, on a fait des progrès : quand je suis rentrée au Parti, les thèmes de société, on n'en parlait pas. Cela a quand même pénétré dans la prise en compte politique.
Il n'empêche qu'il va y avoir, à l'initiative de Lionel Jospin et Elisabeth Guigou, une réforme très importante l'année prochaine qui va être la remise à plat du code civil qui touche tout le monde.
Cela va toucher au divorce, c'est-à-dire la moitié des couples, pas tout à fait, mais presque. C'est la réforme de la filiation, c'est le droit aux origines. Je m'aperçois, excusez ma déformation je suis déléguée à la famille, que ce débat passionne les gens.
De la même manière que la convention sur l'aménagement du territoire ne devait pas seulement être, disait-on, l'affaire des technocrates, des spécialistes, des élus, je pense que tous ces thèmes de société - celui-là en fait partie comme la mise à plat par la Ministre de la Justice du Code civil, comme pour la prochaine conférence de la Famille la mise à plat par la Ministre de la Solidarité de tous les modes de garde de la petite enfance - devraient donner l'occasion d'un débat qui intéresse tous les hommes et toutes les femmes de notre Parti.
(Applaudissements)

Le président - Merci Denise Cacheux.
La parole est à Vincent Assante. S'il n'y a pas d'autres interventions, je donnerai ensuite la parole au Premier secrétaire François Hollande.

Vincent Assante

Je voudrais faire trois remarques d'ordre général, mais auparavant remercier le premier secrétaire, François Hollande, d'être venu à la Commission Handicap,

Fondation Jean Jaurès

car en dehors d'Elisabeth quand elle avait ces responsabilités, nous avons peu de fois l'honneur d'avoir un responsable politique qui vienne dans cette commission en dehors de quelques parlementaires.
Cela a permis une grande connaissance, pour les camarades présents, de ce combat que j'estime être un combat politique sur les problèmes qui sont trop souvent véritablement politiques, et je crois qu'on devrait un peu plus y prêter attention.
Trois remarques d'ordre général :
La première, et je vais curieusement rebondir sur ce qu'a abordé Louis Mermaz, la question économie de marché - société de marché. Je pense que c'est une formule équilibrée dans la forme et dans le fond à quelques conditions.
Oui à l'économie de marché effectivement qui permet de nous présenter de manière beaucoup plus claire qu'auparavant. Nous ne sommes plus gênés par ce que nous avions adopté en 1992.
Le terme de modernité, c'est l'alpha et l'oméga de l'Internationale Socialiste. Ce terme de modernité est dans l'air du temps de la société. Etre pour l'économie de marché permet de montrer qu'on est pour l'homme, pour la liberté d'entreprendre, pour la liberté d'exister, puisque dans une société d'économie de marché on n'existe réellement que lorsqu'on entreprend.
Non à la société de marché ; je crois que c'est son pendant indispensable. Le non, on le comprend très bien, est un non au fait que l'homme soit une marchandise, est un nom au dérèglement et donc un oui à une sorte de nouvelle règle qui met en place une sorte de solidarité intergouvernementale et intercommunautaire nécessaire.
Reste le terme société de marché. Je suis d'accord, Louis, parce que les tendances lourdes font que nous sommes dans une société de marché. La question est de savoir comment ont réagi d'autres sociétés de marché, comment peut-on marquer des points contre elle pour aller vers un autre type de société dès lors que notre objectif n'est plus l'abolition du capitalisme et que nous ne procédons plus d'un nouveau modèle.
Cette société de marché à une idéologie libérale qui, je crois, pèse considérablement sur notre réflexion, ce qui pose à mon avis l'intérêt de la nécessité de la réflexion que tu demandes.
En effet, quand nous disons que nous sommes pour une société plus juste, plus humaine, parfois plus solidaire, je me pose une question sérieusement : est-il besoin d'être Socialiste pour être pour une société plus juste et plus humaine ?
Je crois qu'il y a des personnalités, et même certaines forces politiques qui revendiquent aussi cela. A un moment, on a donc un problème de lisibilité par rapport à notre électorat dont on a dit que c'était la société.
Peut-on donc faire du phare du combat Socialiste d'aujourd'hui le simple thème pour une société plus juste, plus humaine, voire plus solidaire ?
Est-ce que c'est cette pression - au début du siècle on aurait dit pression de la bourgeoise, aujourd'hui on dit fondamentalisme, pression de l'idéologie

néolibérale - qui nous amène, quasiment toutes sensibilités confondues à l'exception d'une ou deux, à admettre qu'aujourd'hui la baisse des impôts est quelque chose d'absolument nécessaire ?
J'ai eu l'occasion de m'en ouvrir au Bureau national en juin où ce problème a été abordé. J'avais émis des réserves, je continue à le faire et je m'explique.
Bien entendu la baisse des impôts qui permet de favoriser l'emploi me semble tout à fait essentielle, mais je suis réservé sur cette baisse des impôts parce qu'on peut prendre tous les domaines, éducation, recherche, personnes âgées, dont les progrès de la médecine vont considérablement allonger la durée de vie, personnes en difficultés, personnes handicapées, chômeurs, il y a des besoins énormes.
Si je prends le simple problème du handicap auquel la nation consacre 150 milliards de francs, on aurait besoin de rééquilibrer la politique institutionnelle menée depuis des décennies dans la société, mais si on devait le faire ce serait 3 ou 4 milliards par an pendant cinq ans pour pouvoir, à la suite de ce rééquilibrage, commencer à percevoir les bénéfices de cet investissement. Faute de rééquilibrer, on ne cesse d'envoyer des gens dans des institutions qui coûtent cher, qui ne sont pas une véritable réponse au moins pour un certain nombre d'entre eux et je n'en vois pas la nécessité pour un certain nombre d'affections. On est d'ailleurs en train de le voir avec les manifestations régulières qui ont lieu en Loire Atlantique sur le sujet par des parents d'enfants autistes. On n'a pas répondu à tout sur l'ensemble de ce sujet.
On a besoin des impôts, on a besoin d'argent, on a aussi besoin des biens de la croissance.
Par ailleurs, cela a un effet d'invisibilité politique puisque la Droite réclame la même chose. En revanche, on devrait poser le problème en termes de réforme des impôts. On pourrait avoir un véritable rééquilibrage, une justice fiscale beaucoup plus forte, et s'il est impossible de réformer la taxe d'habitation, pourquoi ne pas la supprimer, quitte à la récupérer sous une autre forme d'impôts. On est dans un rééquilibrage dans le cadre d'une justice sociale très claire qui nous permet de nous différencier.
La troisième remarque brève me ramène à la première. Quand on regarde la politique gouvernementale en matière de handicap menée aujourd'hui, certaines mesures que le gouvernement prend sont de bonnes mesures, d'autres contestables, il y en a d'autres qu'il ne prend pas, et quand on entend le discours dominant des responsables Socialistes sur le sujet, à l'exception de François à la commission qui a été très agréablement entendu, quand on voit les réponses des ministres et les réponses des présidents de groupes parlementaires, des présidents de commission de parlement et que l'on voit, à chaque fois, inscrites les valeurs de la loi de 1975 comme étant d'actualité, alors que tous les experts le démontrent, cette loi, si elle a permis une prise en charge d'une forte assistance, n'a pas mis suffisamment en œuvre les principes d'intégration, il y a de quoi être un peu surpris.

Quand j'ai participé au comité de pilotage de la première réunion, je n'ai pas pu faire les suivantes, pour la mise en place de la convention Territoire citoyenneté, quand on voit la façon dont le handicap est appréhendé, pour les uns c'est hors sujet, pour les autres c'est trop spécialisé, bref une place difficile, il a été proposé une table ronde sur le sujet comme si le problème était un problème totalement spécifique alors que, et nous essayons de le prouver dans le cadre de la Commission Handicap, nous sommes en train de préparer un texte pour le prochain congrès essayant de démontrer que l'existence de situations de handicap n'est en définitive rien d'autre que les contradictions mêmes d'une société capitaliste qui, basée sur la productivité à outrance, et donc nécessairement sur la valorisation de la norme, conduit inéluctablement à rejeter tous ceux qui ne répondent pas à ces besoins, qu'ils soient handicapés âgés ou tout simplement handicapés "technologiques" dans l'incapacité de s'adapter.
Ma dernière remarque, et ce sera mon mot de conclusion, nous n'avons pas de modèle a dit Lionel, je suis d'accord. Nous ne voulons pas changer de société, nous voulons changer la société. La question se pose de définir très clairement, et je crois qu'on a besoin de réfléchir sur ce sujet, quels seront les axes pour nous permettre de définir très exactement la société que nous souhaitons car, encore une fois, la réduire à une société plus juste et plus humaine est très largement insuffisant.

Le président - Merci beaucoup.
Je donne la parole à notre Premier Secrétaire, François Hollande.
(Applaudissements)

François Hollande

Chers amis, chers camarades, d'abord merci de participer à ce Conseil national. Nous tenons, à intervalles réguliers, à faire des débats entre nous. Ce n'est jamais simple. Je connais toutes les contraintes. Alain Claeys réfléchit aussi à une modification de notre méthode de travail au sein de ces Conseils. Là aussi votre avis sera précieux.
Je voudrais au delà du rappel du succès de l'International Socialiste, revenir à nos débats de politique intérieure. Mais quelques mots au préalable sur le congrès de l'Internationale Socialiste.
Pierre Guidoni l'a rappelé, ce fut un succès. Un succès, d'abord en termes d'organisation. Il n'allait pas de soi que de pouvoir accueillir autant de délégations dans des conditions remarquables et qui ont permis à notre parti de rehausser son prestige international grâce à la qualité de son hospitalité.
Comme souvent on nous reproche notre arrogance, y compris au sein de l'Internationale Socialiste, à la fois la modestie de notre accueil mais aussi les nombreuses réceptions que nous avons pu mettre en œuvre, nous ont donné la sympathie de tous.

Fondation Jean Jaurès

Ce fut aussi un succès en termes de symbole, peut-être passé relativement inaperçu dans notre presse nationale, mais considéré comme tel dans la presse internationale.
Que nous soyons en mesure, nous les Socialistes, de rassembler 150 organisations dont beaucoup sont aux responsabilités de leur propre pays, que nous soyons capables de nous mettre aussi bien sur les questions du Proche-Orient, difficiles, avec la présence de Yasser Arafat et de Barak, que nous soyons capables en Amérique Latine de saluer le succès du président argentin, en attendant d'autres victoires, notamment au Chili, que nous soyons capables aussi en Europe, au-delà de nos divergences et de nos différences, de montrer une cohérence dans l'action, oui, c'est la meilleure démonstration qu'aujourd'hui le socialisme démocratique est la seule force politique organisée à l'échelle de la planète.
Pierre Mauroy a fait beaucoup pour qu'il en soit ainsi. Il y a dix ans, la grande question était de savoir non seulement si nous pourrions accueillir les partis venant de l'autre côté de ce que l'on appelait le rideau de fer, mais de savoir aussi, et certains s'interrogeaient, y compris au sein de notre formation politique, s'il y avait un avenir même pour le socialisme.
Alors oui, d'avoir le plus symbolisé ce rassemblement de toutes les forces progressistes à Paris avec Pierre Mauroy fut une belle satisfaction.
La dernière des satisfactions fut le texte qui est sorti de nos travaux. Je ne veux pas ici dire que toutes nos thèses ont été prises en compte, d'ailleurs nous encourrions à ce moment-là des reproches tout à fait fondés, notamment de certains de nos camarades ici présents. Mais que nous ayons pu corriger un certain nombre de principes, que nous ayons pu mettre en retrait le débat sur la troisième voie qui n'a pas été évoquée en tant que telle au sein de ce congrès, oui, c'est à mettre au crédit de la force que nous représentons.
De la même manière, si nous avons salué la présidence de Pierre Mauroy comme il convenait, nous pouvons aussi conclure que l'accession d'Antonio Guterres à la présidence de l'Internationale Socialiste, est pour nous un gage et une garantie que cette orientation sera bien respectée.
Pierre Guidoni a fait ses adieux à la Maison de la Chimie, qui ne sont que des au-revoir, puisqu'il nous a dit qu'ayant considérablement parlé de la politique internationale, il reviendrait pour nous parler de façon magistrale de la politique intérieure, nous avons donc tout à espérer et tout à craindre... (rires).... mais je suis vraiment, en votre nom à tous, tout à fait fier du travail qu'a pu accomplir Pierre dans le secteur qui est le sien, qui est le secteur, sans doute le plus utile du Parti et le plus difficile en même temps.
Si nos thèses, si notre parti ont pu faire prévaloir leurs orientations, c'est beaucoup grâce à Pierre Guidoni. Sois-en vraiment remercié, du fond du cœur.
(Applaudissements)
J'en arrive à la situation politique intérieure.

Nous sommes devant une situation paradoxale : d'un côté, la conjoncture économique n'a jamais été aussi favorable et, de l'autre, le climat politique s'est incontestablement alourdi ces dernières semaines.
La conjoncture économique est meilleure que ce que nous pouvions nous-mêmes espérer il y a plusieurs semaines. La croissance sera finalement de 2,7 % en 1999, c'est à dire le chiffre précis qu'avaient indiqué Dominique Strauss-Kahn et Christian Sautter lors de la discussion budgétaire l'année dernière.
Nous avons obtenu cette croissance en 1999 grâce essentiellement à la consommation des ménages qui a été en fin d'année, c'est vrai, relayée par l'investissement et l'exportation. Mais c'est la dynamique de la demande intérieure qui fait que la croissance française, en cette fin d'année, est la plus vigoureuse de tous les pays d'Europe, notamment par rapport à l'Allemagne qui aura une croissance en 1999 de 1,5%. Nous faisons deux fois mieux grâce à ce que nous avons engagé quant à la stimulation de la demande intérieure.
Ces bons chiffres de croissance se retrouvent forcément en termes d'emploi et de lutte contre le chômage. Plus de 300 000 emplois auront été créés depuis le début de l'année.
Nous avons maintenant, depuis quatre mois, la confirmation que le chômage régresse dans notre pays et que depuis deux ans et demi, c'est 400 000 personnes qui sont sorties des fichiers de l'ANPE pour avoir retrouvé un emploi.
Certes, il y a des inquiétudes : le relèvement des taux d'intérêts, l'augmentation du prix de l'énergie, mais, en même temps, la remontée des taux d'intérêts a été effacée par la baisse de l'euro et l'augmentation du prix du pétrole a été amortie par la baisse de la TVA sur le logement que nous avons souhaitée.
Si bien qu'en cette fin d'année, nous avons non seulement l'inflation la plus faible d'Europe : 0,16% contre 1,2 en moyenne pour les pays européens, mais la croissance la plus forte, près de 3% en 1999, sans doute plus de 3% en l'an 2000, et le taux de chômage devrait tomber au-dessous de 10% de la population active en 2001. Ce qui fait que la perspective du retour au plein emploi est aujourd'hui, et nous l'avons effectivement mesuré à travers un certain nombre d'enquêtes d'opinion, comprise par les Français comme possible, non pas comme certaine parce qu'il y a encore trop d'angoisse et trop d'appréhension par rapport à l'avenir, mais en tout cas l'objectif que Lionel Jospin a fixé pour notre pays, l'hypothèse du retour au plein emploi d'ici à une décennie est aujourd'hui admise.
Dans le même temps, le déficit public est tombé à 1,4% du PNB. Il y a des recettes exceptionnelles, dit-on, qui viennent de la croissance ; c'est incontestable.
Ces recettes exceptionnelles et un certain nombre d'entre vous sont montés à la tribune pour souhaiter telle ou telle orientation, ces recettes exceptionnelles tirées de la croissance doivent servir à conforter un certain nombre de dépenses publiques prioritaires. Je me suis félicité, avec vous, de l'enveloppe fixée pour les contrats de plan et le premier ministre a eu raison d'arbitrer au-delà de 120

milliards - 140 si l'on ajoute les dépenses qui ont été mises hors contrat de plan - parce qu'il s'agissait des dépenses d'avenir et notamment d'infrastructures.
De la même manière, s'il faut conforter un certain nombre de services publics essentiels, s'il faut assurer le traitement de la précarité, permettre aussi aux plus démunis de voir la loi sur les exclusions effectivement appliquée, alors oui il faudra consacrer des dépenses supplémentaires.
Mais, nous devons aussi accepter le principe de la baisse des prélèvements, notamment en tant que tels, non pas en tant que perspective politique qui se suffirait à elle-même, mais parce qu'une partie de notre pari économique repose sur la baisse des prélèvements sur les plus modestes des Français et que le débat que nous devons avoir au sein du Parti Socialiste n'est pas de savoir s'il y en a qui sont pour ou contre la baisse des impôts, mais quels impôts doivent baisser et pour qui ?
A partir de là, nous pourrons fournir, comme nous l'avons fait sur la baisse de la TVA, un certain nombre d'orientations pour le gouvernement. Nous avons pour l'instant, mais je laisse ouvert le débat, privilégié la baisse de la taxe d'habitation parce que nous considérons que c'est l'impôt qui frappe tous les ménages mais, de plus, c'est quand même l'impôt sur lequel une partie des élections municipales va se jouer, ce qui donne un certain crédit politique en tout cas à la perspective.
Mais s'il nous faut parler des impôts directs, et s'il faut parler de la baisse de l'impôt sur le revenu, alors ajoutons aussi que la baisse de la contribution sociale généralisée fait partie aussi du champ de la réflexion.
(Applaudissements).
S'il doit y avoir baisse des impôts, baisse des impôts de tous les Français, baisse des impôts des plus modestes, il faut aussi regarder ce que l'on peut faire pour corriger un certain nombre d'inégalités. Nous l'avons déjà fait dans le projet de budget pour l'an 2000, et sur la question des stock options qui ne doit pas absorber tout le débat budgétaire et fiscal, nous avons non seulement taxé, comme il convenait les indemnités de départ qui permettaient à un certain nombre de dirigeants d'entreprises de partir avec des sommes considérables, qui n'étaient pas soumises à l'impôt sur le revenu, mais le Ministre de l'Economie et des Finances a pris l'engagement, et cet engagement sera forcément respecté, en tout cas nous y veillerons, que sur la question des stock options, pour les plus-values importants ce sera l'impôt sur le revenu qui sera le régime imposable. A partir de là, nous pouvons effectivement aller devant les Français pour évoquer l'ensemble des réformes que nous avons engagées depuis 1997. Nous aurons, au terme de la législature, changé considérablement le relèvement social avec le basculement des cotisations sociales vers la CSG, nous aurons changé - c'est l'objet du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale - l'assiette des contributions des cotisations patronales pour l'Assurance Maladie.
Nous aurons fait baisser la TVA, le premier mouvement est engagé à travers le logement, d'autres baisses de la TVA devront être programmées pour les

prochains budgets. Nous aurons aussi changé la taxe d'habitation et modifié la contribution sociale généralisée pour lui donner un caractère progressif, alors aussi nous pourrons regarder si en terme d'impôts sur le revenu, nous devons corriger un certain nombre de disparités, la plus importante d'ailleurs concernant des ménages modestes qui deviennent brutalement imposables à l'impôt sur le revenu tout simplement parce qu'ils ont retrouvé un emploi ou parce qu'ils ont amélioré leur situation personnelle.

Oui, je considère que ce contexte économique n'a jamais été aussi favorable depuis sans doute une décennie. La tentation du MEDEF peut alors se comprendre, puisque le moral des chefs d'entreprise s'améliore, puisque la consommation des ménages est favorable, puisque les industriels retrouvent le goût de l'investissement, le MEDEF n'a plus d'enjeu véritablement à poser au gouvernement, si ce n'est les 35 Heures et d'utiliser le débat sur les 35 heures pour durcir les relations sociales. C'est ce qui est engagé lors de la discussion sur la première lecture de la deuxième loi 35 heures. Il y a eu une grande manifestation patronale. Il ne faut pas la sous-estimer, car elle a mobilisé un certain nombre d'entreprises, petits chefs d'entreprise sur le thème de l'Etat bureaucratique, de la réglementation et de la norme.

Et c'est vrai qu'à bien des égards le MEDEF se transforme en un acteur politique, d'autant plus facilement que l'opposition ne joue plus de rôle, mais le MEDEF ne s'arrêtera pas là, ce qu'il a compris c'est qu'il pouvait intervenir là où il était déjà présent et que la menace qui est aujourd'hui clairement posée, c'est la sortie du MEDEF des organismes de Sécurité Sociale, pour ainsi reporter sur le gouvernement, sur la majorité plurielle la responsabilité de la destruction du Pacte social qui vaut depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Là est l'enjeu et je pense qu'il permet de comprendre pourquoi aussi le climat politique s'est incontestablement alourdi depuis plusieurs semaines, non que la Droite ait trouvé son équilibre, l'opposition est toujours aussi éclatée, et immobilisée.

Eclatée, c'est le spectacle de la scission du mouvement Gaulliste en deux formations politiques, le RPR d'un côté, le RPF de l'autre. C'est la première fois d'ailleurs la 5e République qu'un chef de l'Etat connaît une dislocation du parti qui l'a porté au pouvoir et que le Gaullisme aujourd'hui connaît deux branches, comme le mouvement libéral lui aussi connaît deux formations, c'est sans doute un fait historique qui traduit que le Gaullisme n'existe plus, que le Chiraquisme n'a jamais existé.

Le deuxième caractère de cette opposition c'est qu'elle est immobilisée dans une compétition interminable, sans doute pas inoubliable, dont on ne connaît pas encore le dénouement, même si il est de bon ton de ne pas être soutenu par Jacques Chirac dans le parti de Jacques Chirac !

Mais il est clair que le Président de la République ne parvient même plus dans la fraction du Gaullisme à faire triompher le candidat de son choix, donc la Droite dans toutes ses configurations gaulliste, chiraquien ou libérale, ne parvient pas à

retrouver son équilibre mais hélas est revenu dans le débat public le spectre des affaires et la résurgence de la violence en Corse.
Le gouvernement de Lionel Jospin, le Parti ont su réagir comme il convenait et dans le moment et dans la forme, des actes personnels courageux, difficiles et injustes ont été pris, et des règles collectives ont été fixées par le parti. Mais la Droite, engluée dans les affaires, tente tous les amalgames et toutes les confusions, incapable de sévir à l'égard des siens et notamment du Maire de Paris, a pris l'option de salir tous les autres, rejetée par les Français elle n'a rien à perdre, rien à craindre, et tout à espérer du discrédit de la politique par l'opinion, faute de projet pour le pays, elle n'a souscrit que celui de sa propre survie, au prix de l'image même de la démocratie.
C'est pourquoi nous sommes dans une situation politique extrêmement grave, où la Droite n'a qu'un objectif, nous mettre à son niveau, c'est-à-dire plus bas que terre.
Voilà pourquoi nous ne devons pas rester sur le terrain des affaires et revenir au sens même de l'action politique, les réflexions collectives de notre parti, les propositions que nous avons à faire au gouvernement, l'idéal dont nous sommes porteurs. Voilà l'ordre du jour, voilà l'agenda qui doit être mené.
C'est pourquoi la convention sur les territoires est extrêmement importante. Soit, nous en faisons simplement un moment de vie collective pour préparer les élections municipales ou pour occuper nos militants, ou pour faire comprendre à l'opinion que nous sommes sur ce terrain parce que nous n'oserions pas être sur d'autres. Et alors ?
Nous avons perdu le débat public ou alors nous nous saisissons de la Convention sur les territoires pour parler - Louis Mermaz faisait une plaisanterie, mais en même temps tout part des territoires, tout revient aux territoires - de la question sociale, de la question économique, et la question des territoires devient l'enjeu de la prochaine bataille non pas municipale mais présidentielle.
Je crois que ce sera la formation politique qui saura définir un modèle territorial, une perspective pour les prochaines années qui l'emportera.
Voilà pour nous l'enjeu et je souhaite vraiment que tout ceux qui joue un rôle dans notre Parti, les membres du Conseil national, les Premiers Secrétaires de nos Fédérations s'impliquent personnellement dans ce débat, de la même manière que je souhaite que les élus, à quelque Assemblée qu'ils appartiennent, comprennent tous le sens et tout le parti que l'on peut en tirer.
Le deuxième sujet sur lequel je devais intervenir, c'est la Corse.
La seule cause du malheur de la Corse aujourd'hui, c'est la violence terroriste, il n'y en a pas d'autres. Les dérèglements, les dysfonctionnements supposés ou réels des services de l'Etat, mis en cause, justement par les rapports parlementaires, ne sont qu'une conséquence de la déstabilisation issue de la violence. L'Etat ne peut pas être un bouc émissaire pour justifier le pire.
On ne peut pas mettre, comme le font rituellement certains - pas simplement les autonomistes ou les nationalistes - sur le même plan, avec une équivalente

responsabilité, l'Etat et les difficultés qu'il connaît pour appliquer la loi de la République et la violence politique.
C'est la violence politique d'abord qui porte la cause principale des malheurs de la Corse. A partir de là, la position du Parti Socialiste doit être de demander plus que jamais le droit à la sécurité pour les Corses, et pour ceux qui vivent en Corse, le respect de la loi et qu'il n'y ait pas de relâchements, de retards à prendre par rapport à cet objectif, mais que dans le même temps, nous devons appeler au développement économique de l'Ile, et nous pouvons le faire avec un grand nombre d'arguments, quitte d'ailleurs à mettre une partie des électeurs dans l'incompréhension par rapport aux choix que nous avons faits.
Lorsque pour les contrats de plan, c'est la région Corse qui obtient la plus importante enveloppe, 6 000 F par habitant, quand d'autres régions, aussi en difficulté, aussi touchées par la désindustrialisation ou la désertification rurale, ou par les problèmes d'urbanisation, plafonnent à 3 000 F - ce n'est déjà pas si mal - oui, il y a eu un choix fait, assumé par le gouvernement de donner, par les contrats de plan, priorité au développement de l'île et donc il faut que les Corses, eux-mêmes, s'emparent de cette solidarité de la nation.
Troisième élément de notre réponse politique doit être d'appeler un dialogue pour une évolution éventuellement Institutionnelle. Je veux dire par là que nous n'avons rien à craindre, rien à redouter du débat statutaire. C'est la Gauche qui a, à chaque fois, fait les étapes qui étaient attendues.
Le statut Defferre puis le statut Joxe, rien ici ne doit nous gêner par rapport à des évolutions institutionnelles si elles sont souhaitées, si elles restent dans la république, si elles permettent un contrôle de l'Etat sur le comportement de telle ou telle activité, si elles donnent aux élus une vraie compétence et aussi une vraie responsabilité.
A partir de là, nous pouvons, nous devons stigmatiser l'attitude de la droite, pas simplement en Corse, mais aussi au sein de notre opinion.
Elle met en cause toujours l'Etat, tantôt pour son action... souvenez-vous lorsque Bonnet, avant qu'il ne se brûle les mains, respectait l'autorité, faisait respecter l'autorité de la loi, que de voix s'élevaient pour dire que l'Etat ne s'y prenait pas comme il convenait, que c'était trop dur, trop sévère, qu'il y avait trop de rigueur, alors que dans le même temps le nombre des attentats ne cessait de se réduire. Aujourd'hui, il y a un autre Préfet. On met en cause son inaction. Il n'en fait pas assez dans la recherche des terroristes alors que même, c'est ce gouvernement que pour la première fois, des auteurs d'attentats, notamment ceux qui ont assassiné le Préfet Erignac, sont arrêtés.
Mettre en cause la droite, parce qu'elle met en cause l'Etat.
Et puis aussi, parce qu'elle détient tous les pouvoirs sur l'île et qu'elle est responsable première de son sous-développement.
Elle s'allie enfin avec les nationalistes qui n'ont toujours pas condamné l'assassinat du Préfet Erignac et restent extrêmement silencieux par rapport aux derniers attentats.

José Rossi, hier, ou ce matin, demandait que tous les préalables soulevés - préalables fixés par le Premier ministre - : abandon de la lutte armée ou de la violence terroriste - soient abandonnés.
Alors nous, en tant que Socialistes, nous devons lancer un appel à toutes les forces démocratiques qui condamnent la violence pour qu'un vrai débat s'instaure sur l'avenir de la Corse.
Je crois que c'est l'intérêt de l'île et c'est aussi l'intérêt de la France.
J'en termine sur les élections municipales. C'est un rendez-vous majeur tout simplement parce que durant l'année 2000, sauf si le chef de l'Etat en décidait autrement, il n'y a pas de rendez-vous électoral et donc la passion publique pourra s'exprimer avec la pression nécessaire au moment des élections municipales. C'est un rendez-vous majeur pour le Gouvernement, pour la majorité plurielle, rendez-vous majeur aussi pour le Parti Socialiste. C'est un rendez-vous majeur parce que des résultats des élections municipales et cantonales dépendra la préparation des grands scrutins nationaux de 2001.
Comment devrons-nous nous y prendre, Union de la majorité plurielle ? Nous l'avons dit et rappelé à chaque Conseil national, nous le dirons encore aux premiers secrétaires fédéraux, union de la majorité plurielle.
Cela veut dire que nous essayons, avec chacun de nos partenaires, de trouver un compromis. Ce n'est pas forcément avec la même méthode. Jean-Pierre Bel l'évoquait. Avec le Parti Communiste qui a quand même quelques traditions, l'accord national est sans doute la voie la plus commode, avec les Verts qui n'ont pas nécessairement encore la centralisation souhaitable, c'est avec les partenaires locaux qu'il faut sceller les compromis indispensables. Avec le MDC et les Radicaux de gauche, il vaut mieux traiter cela directement avec leur président, ce qui rend peut-être les choses plus commodes.
Union de la majorité plurielle, cela suppose réciprocité dans les responsabilités et là je dois dire que si nous sommes les seuls gagnants du jeu de la majorité plurielle, nous partenaires ne joueront plus avec nous.
Réciprocité veut dire donc leur laisser aussi, dans certaines circonstances, dans certaines situations, le premier rang. Tout le monde en est d'accord. Et votre silence, ce matin, a été un plébiscite. Lorsque nous rentrons dans le détail, parfois, nous trouvons des Premiers fédéraux compréhensifs, c'est quand même le cas général, mais souvent silencieux, lorsque nous sommes saisis de telle ou telle protestation par telle ou telle section qui considère que l'accord est parfait sauf s'il est passé ici.
Je vous le dis, il y aura bien évidemment des gagnants et des perdants. A ce jeu, nous devons tous être gagnants y compris ceux qui acceptent de figurer derrière un candidat d'une autre famille politique.
Ce qu'il faut voir, c'est département par département, quelle est la dynamique que nous sommes capables de créer au niveau national ? Qui seront les bénéficiaires en définitive des accords que nous concluons ?

C’est pourquoi je pense qu’il faudra rentrer dans le détail avec les premiers Secrétaires fédéraux car nous ne pouvons pas en rester aux non-dits, c’est trop silencieux pour être vrai.
J’en arrive à la deuxième condition, pour une bonne préparation des élections municipales : la désignation de nos candidats.
Je souhaite que le national, la Direction du Parti, se mêlent le moins possible de cette désignation. Je veux dire par là que nous n’aurons normalement qu’à ratifier car c’est notre rôle en tant qu’acteur politique ici, au Conseil national, à la Convention.
Moins il y aura de contentieux, plus la ratification sera simple. C’est pourquoi, je vous le dis, nous serons vigilants, attentifs, à l’accueil des militants et des adhérents, durant le temps nécessaire.
Nous serons également sourcilleux, sur les adhésions trop nombreuses pour là encore être totalement vrai, trop spontanées pour être durables, qui viendraient polluer ou pervertir la clarté d’une désignation.
C’est pourquoi le Secrétariat national fixera très clairement la règle, à la fois pour l’accueil des nouvelles adhésions et pour le temps qui est laissé à chacun d’adhérer à notre Parti.
A partir de là, nous pourrons avoir des désignations sur des bases incontestables, et lorsqu’il y a ici, sur le territoire, trop d’adhérents par rapport à ce que notre séduction pourrait spontanément ou naturellement faire naître, eh bien nous enverrons les commissions compétentes.
J’en termine, chers camarades : dans cette situation où, économiquement, nous marquons des points, où le gouvernement s’est imposé sur le terrain le plus difficile : la lutte contre le chômage, la lutte contre les inégalités, dans un moment où il y a une détérioration incontestable du climat politique, il faut que le Parti se remettre sur ses priorités essentielles :
- premièrement défendre notre bilan. Personne d’autre dans la majorité plurielle le fera à notre place.
C’est à nous, Socialistes de faire valoir les résultats obtenus, de montrer, de démontrer - et ce ne sera pas toujours simple - que le chômage baisse dans notre pays, que la précarité recule, que le chômage de longue durée est en train lui aussi de diminuer et que la croissance s’est installée, que l’investissement et la consommation sont repartis, donc défendre le bilan.
- deuxièmement : promouvoir nos idées. Nos idées pour la législature, nos idées pour la période qui va s’ouvrir après cette législature.
- troisièmement : préparer les prochaines élections municipales et peut-être, au-delà, d’autres scrutins. Tout se tient.
Nous ne pourrons être crédibles sur la promotion des idées que si nous avons défendu correctement notre bilan et nous ne pourrons gagner les élections municipales et législatives qui viendront que si nous donné un espoir au pays. Merci.
(Applaudissements).

Convention Jean Jaurès

Le président - Merci à François Hollande, merci à vous tous. Le Conseil national est terminé.

Coll. Fondation Jean-Jaurès